

REPUBLIQUE DU SENEGAL



# MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Un Peuple – Un But – Une Foi



**LOI N°2021-37 DU 22 NOVEMBRE  
2021 PORTANT SECONDE LOI DE  
FINANCES RECTIFICATIVE  
POUR L'ANNEE 2021**

## Table des matières

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE.....	10
<b>PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT</b> .....	11
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT</b> .....	11
<b>TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES</b> .....	13
<b>DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES</b> .....	16
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS</b> .....	16
<b>TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES</b> .....	18
LOI N°2021-37 DU 22 NOVEMBRE 2021 .....	20
<b>PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT</b> .....	21
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT</b> .....	21
<b>TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES</b> .....	22
<b>DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES</b> .....	25
<b>TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS</b> .....	25
<b>TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES</b> .....	26
ANNEXES .....	27
ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE.....	28
ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES	29
ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL .....	31
ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD .....	66
ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE.....	67
ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST.....	68
ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST .....	71
ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST.....	76

## EXPOSE DES MOTIFS

Cette loi de finances rectificative (LFR) est la seconde que le Gouvernement soumet à l'Assemblée Nationale au cours de cette année 2021, après la loi de finances n°2021-29 du 05 juillet 2021.

Il n'est pas courant, même si les textes le prévoient, que le Sénégal initie deux LFR au cours de la même année. Mais c'est parce que la pandémie de la Covid 19, à laquelle tous les pays sont confrontés, continue de charrier une incertitude ainsi qu'une volatilité qui déjouent les meilleures prévisions. Or, la loi de finances est, avant tout un acte de prévision.

En effet, depuis près de deux ans, la propagation rapide du virus et la menace récurrente de nouvelles souches ont accru l'incertitude quant au temps nécessaire pour surmonter la pandémie.

A la date du 23 janvier 2020, 581 cas avaient été confirmés et 17 décès constatés, tous localisés en Asie et aux États-Unis. Le 18 octobre 2021, 241 115 929 cas ont été confirmés (dont 41% de malades et 57% de rétablis) dans plus de 170 pays, et plus de 4 904 248 personnes sont officiellement décédées de Covid-19.

Toutefois, on observe depuis peu un recul de la maladie, dans le sens d'une baisse à la fois des contaminations et de la létalité, sauf peut-être dans les pays de la zone Océanie qui sont sortis tardivement de la stratégie du « zéro Covid » (dont l'expérience a démontré le caractère illusoire) et qui misent désormais sur une accélération de la vaccination.

Pour notre pays, après une très virulente 3<sup>ème</sup> vague de covid-19 marquée par des records quotidiens de cas positifs et de décès (avec un record quotidien de 1722 nouvelles contaminations au Covid-19 et un taux de positivité avoisinant les 40%), la tendance à la baisse se consolide de jour en jour depuis plus d'un mois. Le taux de positivité au coronavirus est quasi nul se situant à 0,005% dans la deuxième quinzaine d'octobre.

C'est le résultat des réponses réactives de l'Etat pour endiguer la pandémie, des efforts soutenus et inlassables au quotidien des personnels médicaux et paramédicaux, mais aussi de l'attitude des populations. Notre système de santé a aussi tenu bon, permettant ainsi d'éviter le désastre humanitaire qui nous était promis.

Toutefois, la crise n'est pas encore derrière nous, raison pour laquelle le Gouvernement met plus que jamais l'accent sur la campagne de vaccination et invite les populations au respect des mesures barrières, d'hygiène et de salubrité.

Au 15 octobre 2021, 1 279 355 personnes avaient été vaccinées et cet effort sera intensifié, au prix d'une augmentation des doses disponibles ainsi que d'un renforcement de la communication.

Mais la guerre contre la pandémie n'est pas uniquement une affaire de personnel soignant, de lits d'hôpitaux et de vaccins. Elle se déroule sur plusieurs théâtres d'opérations dont l'un, qui n'est pas le moins important, est le champ économique, lequel a des répercussions directes sur les finances publiques.

Après une année de récession (-3,5% en 2020), l'économie mondiale a vite repris le chemin de la croissance : 5,6% prévus en 2021, un rebond exceptionnel porté par les grands pays (États-Unis : 8,6% ; Chine : 8,5% ; Inde : 11,5% ; Zone Euro : 4,2%).

Ce « miracle » est principalement dû à deux facteurs :

- d'un côté, la politique monétaire souple voire accommodante des banques centrales, qui a permis d'éviter l'effondrement de l'économie mondiale ;
- de l'autre, l'ampleur des plans de relance mis en œuvre par nombre de gouvernements, qui se traduisent par des investissements massifs et un soutien appuyé au pouvoir d'achat (l'exemple le plus patent étant représenté par les 1900 milliards de dollars du Plan BIDEN aux États-Unis adopté en février 2021).

En 2022, l'économie mondiale devrait croître de 4,7 %.

Une conséquence mécanique découle de cette embellie : il s'agit de l'augmentation de la demande de pétrole, surtout lorsque la reprise de l'activité est portée par les géants américain et chinois, dont les systèmes de production sont fortement tributaires de l'énergie. Or du côté de l'offre, le cartel OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) met tout en œuvre pour limiter la production et favoriser ainsi des prix élevés du baril.

A cela s'ajoute la prise de conscience des Etats, de la nécessité de recourir davantage aux énergies propres, face aux conséquences des dérèglements climatiques, qui menacent nos modes de vie et les écosystèmes.

Par conséquent, les compagnies investissent moins dans l'exploration et l'exploitation des gisements, mais aussi dans l'entretien et le développement des centrales et des raffineries, ce qui contribue à restreindre davantage l'offre.

Le Sénégal en paie le prix car son mix énergétique est, pour le moment, insuffisamment « décarboné », même si des avancées appréciables ont été réalisées avec près de 28% d'énergie renouvelable, d'énergie propre provenant de notre parc de production.

Or notre consommation d'électricité augmente rapidement : elle est passée de **2 326,78 mégawatts** en 2012 à **3 895,36 mégawatts** en 2020.

L'explication est simple :

- ✓ le PIB/habitant est passé de 656 265 FCFA en 2011 à 849 109 FCFA en 2020. Au même moment, le taux de pauvreté monétaire des ménages reculait de cinq

points, passant de 42,8% en 2011 à 37,8% en 2018/2019. Très concrètement donc, l'augmentation des revenus des Sénégalais a entraîné une amélioration de leur niveau de vie et donc une hausse de leurs besoins énergétiques ;

- ✓ plus de 4231 villages ont accès à l'électricité en 2019, contre 1 648 villages en 2012, avec la volonté affichée du Gouvernement de favoriser l'accès universel à l'électricité d'ici 2024.

Les besoins en combustible de SENELEC au titre du quatrième trimestre de 2021 sont évalués à 34,9 milliards de FCFA, soit un besoin mensuel de 11,6 milliards de FCFA.

**Tableau 1 : Besoins en combustible de SENELEC : Octobre-Décembre 2021**

Types de combustible	oct-21		nov-21		déc-21		TOTAL	
	Quantité (TM et m <sup>3</sup> )	Valeur (Mrds FCFA)	Quantité (TM et m <sup>3</sup> )	Valeur (Mrds FCFA)	Quantité (TM et m <sup>3</sup> )	Valeur (Mrds FCFA)	Quantité (TM et m <sup>3</sup> )	Valeur (Mrds FCFA)
Fuel Oil 380 BTS	1 200	0,3	1 200	0,3	1 200	0,3	3 600	1,0
Gasoil	2 000	0,7	2 000	0,7	1 500	0,6	5 500	2,0
Fuel Oil 380 HTS	32 000	8,6	30 000	8,0	30 000	8,0	92 000	24,6
<b>Cumul</b>	<b>35 200</b>	<b>9,6</b>	<b>33 200</b>	<b>9,1</b>	<b>32 700</b>	<b>8,9</b>	<b>101 100</b>	<b>27,7</b>
<b>Droits et taxes</b>		<b>2,5</b>		<b>2,4</b>		<b>2,3</b>		<b>7,2</b>
DD (5% valeur FO 380 HTS)		0,4		0,4		0,4		1,2
RS (1% valeur)		0,1		0,1		0,1		0,3
TVA (18% valeur)		1,7		1,6		1,6		5,0
Frais de Passage		0,2		0,2		0,2		0,6
TVA Frais de passage		0,0		0,0		0,0		0,1
<b>TOTAL TTC</b>		<b>12,2</b>		<b>11,5</b>		<b>11,3</b>		<b>34,9</b>

Sources: SAR et FSE.

Cependant, bien que le pétrole et le gaz connaissent une flambée des prix, le Gouvernement a pris l'option de ne pas répercuter cette hausse sur le consommateur. Cette décision difficile est fondée sur deux paramètres :

1. la population vient de vivre deux années rendues particulièrement éprouvantes par la Covid-19, au cours desquelles son pouvoir d'achat et ses conditions de vie ont été soumis à rude épreuve. Alors que la maladie est loin d'avoir été éradiquée, ce n'est certainement pas le moment d'alourdir la facture d'électricité des ménages qui sortent fragilisés de la crise et qui tentent de retrouver une vie normale. Au contraire, il faut soutenir la demande ;
2. le même raisonnement vaut du côté de l'offre : l'activité économique repart à la hausse puisque la croissance est attendue à 5% en 2021, loin du 1,5% de 2020. Cette croissance étant portée par l'industrie, les services et le commerce, c'est-à-dire des secteurs gros consommateurs d'électricité, les entreprises verraient la reprise de leurs activités bridée si leur facture électrique augmentait trop vite, trop fort.

Pour ces raisons, le Gouvernement a décidé de maintenir sa politique de subvention des prix de l'électricité, tout en se gardant de sous-estimer ses conséquences négatives, en particulier le fardeau représenté pour les finances publiques (NB : 150

milliards de FCFA pour l'année pleine 2021, soit 1% du PIB) et l'effet d'éviction sur d'autres dépenses prioritaires.

Autrement dit, la hausse observée des prix de l'énergie à travers le monde entier fait partie des « effets secondaires » de la Covid-19. Pour réparer des systèmes économiques déstabilisés par la pandémie, ou plus simplement pour accélérer leur sortie de crise, les États se sont lancés dans des plans de relance, qui constituent de véritables chocs d'offre, et qui entraînent naturellement une hausse de la demande d'énergie, laquelle tire les prix vers le haut.

Face à cette situation et tenant compte des raisons évoquées ci-dessus, le Gouvernement s'oblige à budgétiser **35 milliards de FCFA supplémentaires** pour conforter la compensation tarifaire en faveur de SENELEC.

Ce réajustement à lui seul suffirait à justifier la présente LFR, dans la mesure où les dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances, prévoient que la loi de finances de l'année puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des trois hypothèses suivantes :

- si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décret d'avances ou d'annulation de crédits ;
- si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- s'il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Mais il existe un autre facteur important qui motive la présente LFR et qui constitue également un effet indirect de la pandémie Covid-19.

Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de faire recours aux **droits de tirage spéciaux (DTS)**, pour répondre au besoin mondial à long terme de réserves, pour renforcer la confiance, et enfin pour aider les pays à faire face à la pandémie tout en soutenant la reprise économique.

C'est ainsi que la quote-part du Sénégal dans l'allocation des DTS lui a donné droit à 246,237 milliards de FCFA, acquis à des conditions financières très favorables avec un taux d'intérêt très faible de 0,05% et une maturité de 20 ans renouvelable.

Le Gouvernement a décidé de réserver une partie substantielle (50 milliards de FCFA) de cette allocation à la couverture d'une partie des besoins de financement pour 2022. Le reliquat, à savoir **196,237 milliards de FCFA**, est constaté dans la présente LFR, pour servir la couverture de dépenses additionnelles urgentes et ponctuelles de santé et de protection sociale (**54,1 milliards FCFA**), ainsi qu'au soutien de la relance

économique au travers de l'apurement des obligations impayées, particulièrement dans le secteur de l'énergie (**68,605 milliards FCFA**) et des BTP (**18,330 milliards FCFA**) ainsi que le financement de la recapitalisation de certains établissements bancaires (**30 milliards FCFA**).

Ce ne sont pas les seules ressources additionnelles qui modifient l'équilibre budgétaire et financier de la précédente LFR puisque 127,7 milliards FCFA de recettes fiscales supplémentaires sont attendues d'ici la fin de l'année, en raison des bonnes performances des administrations fiscale et douanière (**+20 milliards FCFA**), de la budgétisation des recettes d'un montant de **38,7 milliards FCFA** issues de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE) et du Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD) et des recettes provenant de la convention de dettes croisées avec la Senelec pour un montant de **68,95 milliards FCFA**.

Toutefois, pour atténuer les risques sur l'atteinte des objectifs de recettes de la présente LFR 2, il est institué une **réserve de précaution** d'un montant de 19,7 milliards FCFA constitués pour 5 milliards FCFA de dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants et à hauteur de 14,7 milliards FCFA de dépenses d'investissements. Ainsi l'exécution de ces dépenses est assujettie au recouvrement des recettes attendues dans le cadre de la LFR 2.

Par ailleurs, toujours par rapport aux prévisions de la LFR n° 2021-29 du 05 juillet 2021, des économies de 9 milliards de francs seront réalisées au titre de la rémunération des agents de l'État en raison du nombre de mises en solde inférieur aux prévisions, de même que les intérêts payés sur le service de la dette baisseront de 12,7 milliards FCFA à la faveur des économies réalisées sur l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD).

Pour résumer, comparativement à la première LFR de 2021, qui était arrêtée en recettes à **3 170,4 milliards** de FCFA et en dépenses à **3 987,5 milliards** de FCFA, la présente LFR :

- acte une hausse des recettes de **74,4 milliards FCFA (2,3%)**, résultant principalement, d'une part, du rapatriement, dans le budget de l'Etat, des recettes affectées d'un montant global de 38,7 milliards FCFA au titre de la CFCE et du Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes, et d'autre part, de la constatation des recettes comptabilisées dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de dettes croisées entre SENELEC et Etat (68,95 milliards FCFA). Toutefois, elle est atténuée par la baisse des dons budgétaires puisque le Sénégal, devenu pays à risque de dette modéré bas, n'est plus

éligible à des dons de la Banque Mondiale qui étaient attendus à 48 milliards FCFA, mais plutôt à des prêts ;

- constate également une hausse des dépenses de **224,4 milliards** de FCFA (**+5,6%**) expliquée par les dotations d'égal montant aux recettes affectées aux structures bénéficiaires, la prise en charge des dépenses d'électricité figurant dans la convention citée supra et des dépenses gagées sur l'allocation des DTS.

Dans le détail, les recettes se répartissent comme suit :

- ✓ recettes fiscales : **2 691,4 milliards** de FCFA contre **2 564,5 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une hausse de **126,9 milliards** de FCFA ;
- ✓ recettes non fiscales : **121,5 milliards** de FCFA, soit une baisse de 2,9% par rapport à la LFR 1 ;
- ✓ recettes exceptionnelles : **60 milliards** de FCFA, niveau inchangé par rapport à la LFR 1 ;
- ✓ dons en capital : **223 milliards** de FCFA contre **228 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une baisse de **5 milliards** de FCFA ;
- ✓ dons budgétaires : **13 milliards** de FCFA contre **64 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une baisse de **51 milliards** de FCFA.

Quant aux dépenses du budget général, elles enregistrent une variation à la hausse de **224,4 milliards** de FCFA et se décomposent comme suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : **309 milliards** FCFA contre **321,7 milliards** de FCFA par rapport à la LFR 1, soit une baisse de **12,7 milliards** de FCFA ;
- dépenses de personnel : **896 milliards** de FCFA, contre **904,9 milliards** de FCFA par rapport à la LFR 1, soit une baisse de **8,9 milliards** de FCFA ;
- dépenses d'acquisition de biens et services et de transferts courants : **1 279,8 milliards** de FCFA contre **1 099,9 milliards** de FCFA dans la LFR 1, soit une hausse de **179,9 milliards** de FCFA ;
- dépenses en capital sur ressources internes : elles passent de **741 milliards** de FCFA à **817,1 milliards** de FCFA, soit une hausse de **76,1 milliards** de FCFA ;
- dépenses en capital sur ressources externes : elles passent aussi de **784 milliards** de FCFA à **774 milliards** de FCFA dans la présente LFR, soit une baisse de **10 milliards** de FCFA.



Pour ce qui concerne les comptes spéciaux du Trésor, ils restent au même niveau (en recettes et en dépenses) de **136 milliards** de FCFA.

Le déficit budgétaire devrait se situer à **6,3%** du PIB contre 5,4% programmé dans la LFR 1. Ainsi, le surcroît de déficit lié à l'utilisation des DTS a été limité à 0,9% du PIB pour soutenir l'amorce de la reprise économique.

**Tableau 2 : Tableau d'équilibre de la LFR 2**

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	Ecart LFR 1/LFR 2	
			VA	VR
<b>BUDGET GENERAL</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	2 564,5	2 691,4	126,9	4,9%
<i>Recettes non fiscales</i>	118,0	121,5	3,5	2,9%
<i>Recettes exceptionnelles</i>	60,0	60,0	-	0,0%
<i>dont PPTE IADM</i>				
<i>FSE</i>				
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 742,5</b>	<b>2 872,9</b>	<b>130,3</b>	<b>4,8%</b>
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	228,0	223,0	- 5,0	-2,2%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	13,0	- 51,0	-79,7%
<b>Total recettes externes</b>	<b>292,0</b>	<b>236,0</b>	<b>- 56,0</b>	<b>-19,2%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 034,5</b>	<b>3 108,9</b>	<b>74,4</b>	<b>2,5%</b>
<b>RECETTES CST</b>			<b>-</b>	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 170,4</b>	<b>3 244,8</b>	<b>74,4</b>	<b>2,3%</b>
<i>Intérêts de la dette</i>	321,7	309,0	- 12,7	-4,0%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	896,0	- 8,9	-1,0%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts courants</i>	<b>1 099,9</b>	<b>1 279,8</b>	179,9	16,4%
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 326,5</b>	<b>2 484,8</b>	<b>158,3</b>	<b>6,8%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	741,0	817,1	76,1	10,3%
<i>Investissements sur ressources externes</i>	784,0	774,0	- 10,0	-1,3%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 525,0</b>	<b>1 591,1</b>	<b>66,1</b>	<b>4,3%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 851,5</b>	<b>4 075,9</b>	<b>224,4</b>	<b>5,8%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 987,5</b>	<b>4 211,8</b>	<b>224,4</b>	<b>5,6%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 967,0</b>		
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-6,3%</b>		

Tel est l'objet de la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021.

# EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

**ARTICLE PREMIER** : Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2021-29 du 05 juillet 2021 portant loi de finances rectificative pour l'année 2021 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

Les ressources et les charges de l'Etat constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie ont été modifiées.

#### **A – Dispositions relatives aux ressources**

##### **ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général**

###### **Exposé des motifs**

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base, des projections révisées du programme économique et financier du mois de septembre 2021.

Elles sont arrêtées à 3 108 850 000 000 FCFA pour la présente loi de finances rectificative pour l'année 2021.

Ces recettes du budget général sont composées des recettes internes pour un montant de 2 872 850 000 000 FCFA, des recettes externes d'un montant de 236 000 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 13 000 000 000 FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 223 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 de la présente loi de finances.

###### **Texte de l'article :**

*« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 872 850 000 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 236 000 000 000 FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 108 850 000 000 FCFA ».*

## **ARTICLE 2 MODIFIE : Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

### **Exposé des motifs**

Les ressources de trésorerie révisées pour la seconde loi de finances rectificative pour 2021 sont estimées à un montant de 2 117 900 000 000 FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 551 000 000 000 FCFA ;
- des emprunts programme évalués à 292 000 000 000 FCFA ;
- des Doits de tirages spéciaux pour 196 237 000 000 FCFA ;
- et d'autres emprunts pour un montant de 1 078 663 000 000 FCFA.

### **Texte de l'article**

*« I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à 2 117 900 000 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour la couverture des besoins de financement.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »*

## **B – Dispositions relatives aux charges**

### **B.1 BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général**

##### **Exposé des motifs**

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances rectificative de l'année 2021, à 9 994 063 808 582 FCFA et 4 075 850 000 000 FCFA.

##### **Texte de l'article :**

*« I- Les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4 075 850 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

<i>- Intérêts et commissions :</i>	<i>309 000 000 000 FCFA</i>
<i>- Dépenses de personnel :</i>	<i>896 000 000 000 FCFA</i>
<i>- Autres dépenses courantes :</i>	<i>1 279 750 000 000 FCFA</i>
<i>- Dépenses en capital :</i>	<i>1 591 100 000 000 FCFA</i>

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 994 063 808 582 FCFA réparties par catégorie comme suit :*

- Intérêts et commissions :	309 000 000 000 FCFA
- Dépenses de personnel :	896 000 000 000 FCFA
- Autres dépenses courantes :	1 280 200 782 283 FCFA
- Dépenses en capital :	7 508 863 808 582 FCFA

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 MODIFIE : Evaluation des charges de trésorerie**

##### **Exposé des motifs**

Pour l'année 2021, les charges de trésorerie sont revues et portent sur un montant de 2 117 900 000 000 FCFA dans la présente loi de finances rectificative et concernent principalement l'amortissement de la dette, le déficit et le rachat des Euro bonds.

##### **Texte de l'article**

*« Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à un montant de 2 117 900 000 000 FCFA ».*

### **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier**

##### **Exposé des motifs**

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

##### **Texte de l'article**

*« I - Pour la seconde loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :*

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	Ecart LFR 1/LFR 2	
			VA	VR
<b>BUDGET GENERAL</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	2 564,5	2 691,4	126,9	4,9%
<i>Recettes non fiscales</i>	118,0	121,5	3,5	2,9%
<i>Recettes exceptionnelles</i>	60,0	60,0	-	0,0%
<i>dont PPTE IADM</i>				
<i>FSE</i>				
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 742,5</b>	<b>2 872,9</b>	<b>130,3</b>	<b>4,8%</b>
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	228,0	223,0	- 5,0	-2,2%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	13,0	- 51,0	-79,7%
<b>Total recettes externes</b>	<b>292,0</b>	<b>236,0</b>	<b>- 56,0</b>	<b>-19,2%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 034,5</b>	<b>3 108,9</b>	<b>74,4</b>	<b>2,5%</b>
<b>RECETTES CST</b>			<b>-</b>	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 170,4</b>	<b>3 244,8</b>	<b>74,4</b>	<b>2,3%</b>
<i>Intérêts de la dette</i>	321,7	309,0	- 12,7	-4,0%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	896,0	- 8,9	-1,0%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts courants</i>	<b>1 099,9</b>	<b>1 279,8</b>	179,9	16,4%
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 326,5</b>	<b>2 484,8</b>	<b>158,3</b>	<b>6,8%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	741,0	817,1	76,1	10,3%
<i>Investissements sur ressources externes</i>	784,0	774,0	- 10,0	-1,3%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 525,0</b>	<b>1 591,1</b>	<b>66,1</b>	<b>4,3%</b>
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 851,5</b>	<b>4 075,9</b>	<b>224,4</b>	<b>5,8%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 987,5</b>	<b>4 211,8</b>	<b>224,4</b>	<b>5,6%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 967,0</b>		
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-6,3%</b>		

« II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2 117 900 000 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

## ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

### Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement révisé qui récapitule les prévisions de ressources et de charges de trésorerie.

### Texte de l'article :

« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »

<b>FINANCEMENT</b>				
<b>Besoin de financement</b>				
	<b>LFR 2021</b>	<b>LFR 2 2021</b>	<b>Ecart LFR 1/LFR 2</b>	
Amortissement de la dette	557,1	557,1	-	-
Financement déficit	817,0	967,0	150,0	18,4%
Rachat Eurobonds	508,5	508,5	-	0,0%
Déficit OPEX	30,0	30,0	-	0,0%
Autres opérations de financement		55,3	55,3	
<i>Participations financières</i>		38,5	38,5	
<i>Crédit hôtelier</i>		15,0	15,0	
<i>Ligne de financement (FONGIP)</i>		1,8	1,8	
<b>Total remboursement</b>	<b>1 912,6</b>	<b>2 117,9</b>	<b>205,3</b>	<b>10,7%</b>
<b>Couverture du besoin de financement</b>				
Emprunts projets	556,0	551	- 5,0	-0,9%
Emprunts programmes	292,0	292,0	-	0,0%
Autres emprunts	1 064,6	1 079	14,0	1,3%
DTS		196,2	196,2	
<b>Total tirages</b>	<b>1 912,6</b>	<b>2 117,9</b>	<b>205,3</b>	<b>10,7%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 967,0</b>	<b>- 150,0</b>	<b>18,4%</b>
<b>PIB</b>	<b>14 999,0</b>	<b>15 280,9</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-6,3%</b>		

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 2 :** Les dispositions des articles 14,16,17 et 18 de la loi n°2021-29 du 05 juillet 2021 portant loi de finances rectificative pour l'année 2021 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions diverses.

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **A. 1 Programmes du Budget général**

#### **ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

##### **Exposé des motifs**

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la seconde loi de finances rectificative de 2021, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 9 183 219 103 447 FCFA et 3 303 959 461 841 FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe de la présente loi de finances.

##### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 9 183 219 103 447 FCFA et 3 303 959 461 841 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 16 MODIFIE : Dotations des institutions**

##### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour la seconde loi de finances rectificative pour 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les Institutions s'élevant respectivement à 185 426 496 401 FCFA et 150 972 329 425 FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.



### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 185 426 496 401 FCFA et 150 972 329 425 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses. »*

## **ARTICLE 17 MODIFIE : Dotation des charges communes**

### **Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les charges communes pour des montants respectifs de 316 418 208 734 FCFA et 311 918 208 734 FCFA.

### **Texte de l'article :**

*« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 316 418 208 734 FCFA ».*

*« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 311 918 208 734 FCFA conformément à l'annexe III ».*

## **A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique**

## **ARTICLE 18 MODIFIE : charges financières de la dette**

### **Exposé des motifs**

Les charges financières de la dette ont été modifiées à la faveur de l'Initiative de suspension du service de la dette entraînant une économie de 12,7 milliards FCFA sur les intérêts et commissions.

### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 309 000 000 000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses ».*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 19 : Disposition relative au PROMAD**

#### **Exposé des motifs**

Dans le cadre de l'amélioration des procédures douanières pour leur simplification, il est fait recours à des technologies de pointe permettant d'assurer un contrôle fluide et ciblé des expéditions. C'est pourquoi il a été préconisé une modernisation accrue de l'administration à travers le programme d'équipement en moyens de contrôle de dernière génération. C'est ainsi que le Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD) a été institué. Il se décline à travers 3 grappes que sont : l'informatisation généralisée des procédures et formalités, le renforcement des moyens de lutte contre la fraude et l'acquisition d'équipements et d'infrastructures de dernière génération. La réalisation des projets contenus dans chaque grappe permettra à l'administration douanière d'offrir aux usagers des prestations en phase avec les standards les plus élevés, de consolider et d'accroître la mobilisation des recettes mais surtout de sécuriser davantage le territoire douanier face aux risques liés à la criminalité transfrontalière organisée (CTO).

A la faveur de ce programme, la Douane vise :

- une augmentation continue des recettes ;
- un endiguement de la fraude ;
- un allègement et un ciblage des contrôles par la technologie ;
- un meilleur maillage du territoire douanier terrestre ;
- une meilleure surveillance du territoire douanier maritime ;
- une rationalisation et une amélioration du temps de passage en douane ;
- la délivrance d'un ticket libérateur.

#### **Texte de l'article :**

*« Il est institué au titre du PROMAD, un prélèvement au taux de 3%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion aussi des régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des Investissements ».*

### **ARTICLE 20 : Ratification d'un décret d'avance**

#### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique 2020- 07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, il est demandé à l'Assemblée nationale de ratifier les décrets d'avance pris en cours d'année.

Dans ce sens, pour apurer les créances réciproques entre l'Etat du Sénégal et SENELEC, il a été signé une convention de dettes croisées le 23 juin 2021. Ainsi un

décret a été pris afin d'ouvrir des crédits dans le budget de l'Etat pour alimenter le compte de dépôt de la Senelec.

Conformément aux dispositions de l'article 23, les crédits ouverts dans ce décret feront l'objet de régularisation en recettes et en dépenses dans le budget de l'Etat pour un montant de 68 949 270 263 FCFA, lors de la plus prochaine loi de finances rectificative.

**Texte de l'article :**

*« Est ratifié le décret n°2021- 1164 du 15 septembre 2021 portant ouverture de crédits supplémentaires dans le budget général de l'Etat au titre de 2021 ».*

**LOI N°2021-37 DU 22 NOVEMBRE 2021**

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

#### **A – Dispositions relatives aux ressources**

##### **ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général**

*I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à la somme de 2 872 850 000 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 236 000 000 000 FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, à 3 108 850 000 000 FCFA.*

##### **ARTICLE 2 MODIFIE : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

*I- Pour l'année 2021, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à 2 117 900 000 000 FCFA et correspondent aux autorisations sollicitées du Parlement pour la couverture des besoins de financement.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et/ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

#### **B – Dispositions relatives aux charges**

##### **B.1 BUDGET GENERAL**

##### **ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général**

*I- Les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4 075 850 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

- Intérêts et commissions : 309 000 000 000 FCFA
- Dépenses de personnel : 896 000 000 000 FCFA
- Autres dépenses courantes : 1 279 750 000 000 FCFA
- Dépenses en capital : 1 591 100 000 000 FCFA

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2021, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9 994 063 808 582 FCFA réparties par catégorie comme suit :*

- Intérêts et commissions : 309 000 000 000 FCFA
- Dépenses de personnel : 896 000 000 000 FCFA
- Autres dépenses courantes : 1 280 200 782 283 FCFA
- Dépenses en capital : 7 508 863 808 582 FCFA

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 MODIFIE : Evaluation des charges de trésorerie**

*Pour l'année 2021, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont réévaluées à un montant de 2 117 900 000 000 FCFA.*

## **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier**

*I - Pour la seconde loi de finances rectificative de l'année 2021, les prévisions de ressources et les plafonds de charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :*

RUBRIQUES	LFR 1 2021	LFR 2 2021	Ecart LFR 1/LFR 2	
			VA	VR
<b>BUDGET GENERAL</b>				
<i>Recettes fiscales</i>	2 564,5	2 691,4	126,9	4,9%
<i>Recettes non fiscales</i>	118,0	121,5	3,5	2,9%
<i>Recettes exceptionnelles</i>	60,0	60,0	-	0,0%
<i>dont PPTE IADM</i>				
<i>FSE</i>				
<b>Total recettes internes</b>	<b>2 742,5</b>	<b>2 872,9</b>	<b>130,3</b>	<b>4,8%</b>
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	228,0	223,0	- 5,0	-2,2%
<i>Dons budgétaires</i>	64,0	13,0	- 51,0	-79,7%
<b>Total recettes externes</b>	<b>292,0</b>	<b>236,0</b>	<b>- 56,0</b>	<b>-19,2%</b>
<b>RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 034,5</b>	<b>3 108,9</b>	<b>74,4</b>	<b>2,5%</b>
<b>RECETTES CST</b>			-	
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>RECETTES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 170,4</b>	<b>3 244,8</b>	<b>74,4</b>	<b>2,3%</b>
<i>Intérêts de la dette</i>	321,7	309,0	- 12,7	-4,0%
<i>Dépenses de personnel</i>	904,9	896,0	- 8,9	-1,0%
<i>Acquisitions de biens et services et transferts courants</i>	<b>1 099,9</b>	<b>1 279,8</b>	179,9	16,4%
<b>Total dépenses courantes</b>	<b>2 326,5</b>	<b>2 484,8</b>	<b>158,3</b>	<b>6,8%</b>
<i>Dépenses capital sur ress. internes</i>	741,0	817,1	76,1	10,3%
<i>Investissements sur ressources externes</i>	784,0	774,0	- 10,0	-1,3%
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>1 525,0</b>	<b>1 591,1</b>	66,1	4,3%
<b>DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 851,5</b>	<b>4 075,9</b>	<b>224,4</b>	<b>5,8%</b>
<i>Comptes affectation spéciale</i>	113,8	113,8	-	0,0%
<i>Compte de commerce</i>	0,2	0,2	-	0,0%
<i>Compte de prêts</i>	20,8	20,8	-	0,0%
<i>Compte d'avances</i>	0,8	0,8	-	0,0%
<i>Compte de garanties et aval</i>	0,5	0,5	-	0,0%
<b>DEPENSES CST</b>	<b>136,0</b>	<b>136,0</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES</b>	<b>3 987,5</b>	<b>4 211,8</b>	<b>224,4</b>	<b>5,6%</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 967,0</b>		
<b>% PIB Déficit</b>	<b>-5%</b>	<b>-6,3%</b>		

II - Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2 117 900 000 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

## ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement

Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative 2021 est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur.

<b>FINANCEMENT</b>				
<b>Besoin de financement</b>				
	<b>LFR 2021</b>	<b>LFR 2 2021</b>	<b>Ecart LFR 1/LFR 2</b>	
Amortissement de la dette	557,1	557,1	-	-
Financement déficit	817,0	967,0	150,0	18,4%
Rachat Eurobonds	508,5	508,5	-	0,0%
Déficit OPEX	30,0	30,0	-	0,0%
Autres opérations de financement		55,3	55,3	
<i>Participations financières</i>		38,5	38,5	
<i>Crédit hôtelier</i>		15,0	15,0	
<i>Ligne de financement (FONGIP)</i>		1,8	1,8	
<b>Total remboursement</b>	<b>1 912,6</b>	<b>2 117,9</b>	<b>205,3</b>	<b>10,7%</b>
<b>Couverture du besoin de financement</b>				
Emprunts projets	556,0	551	- 5,0	-0,9%
Emprunts programmes	292,0	292,0	-	0,0%
Autres emprunts	1 064,6	1 079	14,0	1,3%
DTS		196,2	196,2	
<b>Total tirages</b>	<b>1 912,6</b>	<b>2 117,9</b>	<b>205,3</b>	<b>10,7%</b>
<b>Déficit</b>	<b>- 817,0</b>	<b>- 967,0</b>	<b>- 150,0</b>	<b>18,4%</b>
<b>PIB</b>	<b>14 999,0</b>	<b>15 280,9</b>		
<b>Déficit</b>	<b>-5,4%</b>	<b>-6,3%</b>		



## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **B. 1 Programmes du Budget général**

##### **ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 9 183 219 103 447 FCFA et 3 303 959 461 841 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

##### **ARTICLE 16 MODIFIE : Dotations des institutions**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 185 426 496 401 FCFA et 150 972 329 425 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégorie de dépenses.*

##### **ARTICLE 17 MODIFIE : Dotation des charges communes**

*Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2021 au titre des charges communes est fixé à la somme de 316 418 208 734 FCFA.*

*Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 311 918 208 734 FCFA conformément à l'annexe III.*

#### **A. 3 – Dotation intérêts de la dette publique**

##### **ARTICLE 18 MODIFIE : charges financières de la dette**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la seconde loi de finances rectificative pour l'année 2021, au titre des charges financières de la dette publique, sont révisés à 309 000 000 000 FCFA conformément à l'annexe II représentant la répartition par catégories de dépenses.*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 19 : Disposition relative au PROMAD**

*Il est institué au titre du PROMAD, un prélèvement au taux de 3%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion aussi des régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des Investissements.*

### **ARTICLE 20 : Ratification d'un décret d'avance**

*Est ratifié le décret n°2021- 1164 du 15 septembre 2021 portant ouverture de crédits supplémentaires dans le budget général de l'Etat au titre de 2021.*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le

22 novembre 2021

Macky SALL

# ANNEXES

# ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE

En millions de FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
<b>ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES</b>				0	
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	316 695 186	305 074 277	292 200 018	-12 874 259	-4,22%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	459 300 000	49 720 709	12,14%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	51 999 982	2 499 982	5,05%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	0	0	
<b>TOTAL IMPOTS DIRECTS</b>	<b>739 009 934</b>	<b>764 153 568</b>	<b>803 500 000</b>	<b>39 346 432</b>	<b>5,15%</b>
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	1 247 092 246	7 820 998	0,63%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	123 200 000	71 029 272	136,15%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-1,99%
Paragraphe 0718 : Droits et taxes à l'exportation	0	0	0	0	
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 980 004	192 257 754	15 277 750	8,63%
<b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)</b>	<b>1 825 481 969</b>	<b>1 800 338 335</b>	<b>1 887 850 000</b>	<b>87 511 665</b>	<b>4,86%</b>
<b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>2 564 491 903</b>	<b>2 564 491 903</b>	<b>2 691 350 000</b>	<b>126 858 098</b>	<b>4,95%</b>
<b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>				0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	64 700 000	-3 031 775	-4,48%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	0	0	0	0	
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	0	0	0	0	
Paragraphe 0724 - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	47 000 000	3 932 966	9,13%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	9 800 000	2 564 680	35,45%
<b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>133 534 130</b>	<b>118 034 130</b>	<b>121 500 000</b>	<b>3 465 870</b>	<b>2,94%</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>2 698 026 032</b>	<b>2 682 526 032</b>	<b>2 812 850 000</b>	<b>130 323 968</b>	<b>4,86%</b>
075 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,00%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	0	0	0	0	
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	0	0	0	0	
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	0	0	0	0	
0176 AUTRES EMPRUNTS INTERIEURS	0	0	0	0	
017 AUTRES EMPRUNTS****	0	0	0	0	
<b>TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)</b>	<b>2 758 026 032</b>	<b>2 742 526 032</b>	<b>2 872 850 000</b>	<b>130 323 968</b>	<b>4,75%</b>
012 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	64 000 000	13 000 000	-51 000 000	-79,69%
017 AUTRES EMPRUNTS	0	0	0	0	
<b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15,17 et 74)</b>	<b>332 000 000</b>	<b>292 000 000</b>	<b>236 000 000</b>	<b>-56 000 000</b>	<b>-19,18%</b>
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>	<b>3 090 026 032</b>	<b>3 034 526 032</b>	<b>3 108 850 000</b>	<b>74 323 968</b>	<b>2,45%</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>135 950 000</b>	<b>135 950 000</b>	<b>135 950 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b>	<b>3 225 976 032</b>	<b>3 170 429 030</b>	<b>3 244 800 000</b>	<b>74 370 970</b>	<b>2,35%</b>

## ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal		DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021									
Un Peuple-Un But-Une Foi		TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE									
Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
Budget général	Ressources internes						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
		<b>FONDS PROPRES (TRESOR)</b>									
		<b>Dépenses ordinaires</b>									
		1 Charges financières de la dette	321 740 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	309 000 000 000	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000	-4,0	
		2 Dépenses de personnel	904 900 000 000	904 900 000 000	896 000 000 000	896 000 000 000	-8 900 000 000	-1	-8 900 000 000	-1	
		3 Acquisition de biens et services	322 607 327 882	322 407 327 882	379 835 693 001	379 635 693 001	57 228 365 119	17,7	57 228 365 119	17,8	
		4 Transferts courants	777 702 672 118	777 452 672 118	900 364 306 999	900 114 306 999	122 661 634 881	15,8	122 661 634 881	15,8	
		<b>TOTAL</b>	<b>2 326 950 000 000</b>	<b>2 326 500 000 000</b>	<b>2 485 200 000 000</b>	<b>2 484 750 000 000</b>	<b>158 250 000 000</b>	<b>6,8</b>	<b>158 250 000 000</b>	<b>6,8</b>	
		<b>Dépenses en capital</b>									
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 526 231 466 760	193 579 411 247	1 494 340 431 661	152 702 459 757	-31 891 035 099	-2,1	-40 876 951 490	-21,1	
		6 Transferts en capital	919 679 653 068	547 420 588 753	1 036 556 604 558	664 397 540 243	116 876 951 490	12,7	116 976 951 490	21,4	
		<b>TOTAL</b>	<b>2 445 911 119 828</b>	<b>741 000 000 000</b>	<b>2 530 897 036 219</b>	<b>817 100 000 000</b>	<b>84 985 916 391</b>	<b>3,5</b>	<b>76 100 000 000</b>	<b>10,3</b>	
		<b>TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)</b>	<b>4 772 861 119 828</b>	<b>3 067 500 000 000</b>	<b>5 016 097 036 219</b>	<b>3 301 850 000 000</b>	<b>243 235 916 391</b>	<b>5,1</b>	<b>234 350 000 000</b>	<b>7,6</b>	
		<b>Total Ressources internes</b>	<b>4 772 861 119 828</b>	<b>3 067 500 000 000</b>	<b>5 016 097 036 219</b>	<b>3 301 850 000 000</b>	<b>243 235 916 391</b>	<b>5,1</b>	<b>234 350 000 000</b>	<b>7,6</b>	
		<b>DON OU SUBVENTION</b>									
		<b>Dépenses en capital</b>									
		5 Investissements exécutés par l'Etat	906 697 782 131	225 481 986 108	901 697 782 131	220 481 986 108	-5 000 000 000	-0,6	-5 000 000 000	-2,2	
		6 Transferts en capital	2 518 013 892	2 518 013 892	2 518 013 892	2 518 013 892	0	0	0	0	
		<b>TOTAL</b>	<b>909 215 796 023</b>	<b>228 000 000 000</b>	<b>904 215 796 023</b>	<b>223 000 000 000</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-0,5</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-2,2</b>	
		<b>TOTAL DON OU SUBVENTION</b>	<b>909 215 796 023</b>	<b>228 000 000 000</b>	<b>904 215 796 023</b>	<b>223 000 000 000</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-0,5</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-2,2</b>	
		<b>PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)</b>									
		<b>Dépenses en capital</b>									
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 078 750 976 340	556 000 000 000	4 073 750 976 340	551 000 000 000	-5 000 000 000	-0,1	-5 000 000 000	-0,9	
		<b>TOTAL</b>	<b>4 078 750 976 340</b>	<b>556 000 000 000</b>	<b>4 073 750 976 340</b>	<b>551 000 000 000</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-0,1</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-0,9</b>	
		<b>TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)</b>	<b>4 078 750 976 340</b>	<b>556 000 000 000</b>	<b>4 073 750 976 340</b>	<b>551 000 000 000</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-0,1</b>	<b>-5 000 000 000</b>	<b>-0,9</b>	
		<b>Total Ressources extérieures</b>	<b>4 987 966 772 363</b>	<b>784 000 000 000</b>	<b>4 977 966 772 363</b>	<b>774 000 000 000</b>	<b>-10 000 000 000</b>	<b>-0,2</b>	<b>-10 000 000 000</b>	<b>-1,3</b>	
		<b>Total Budget Budget général</b>	<b>9 760 827 892 191</b>	<b>3 851 500 000 000</b>	<b>9 994 063 808 582</b>	<b>4 075 850 000 000</b>	<b>233 235 916 391</b>	<b>2,4</b>	<b>224 350 000 000</b>	<b>5,8</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
							AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (TRESOR)									
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000	617 800 000	617 800 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	830 700 000	830 700 000	807 200 000	807 200 000	-23 500 000	-2,8	-23 500 000	-2,8
			4 Transferts courants	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	112 140 000 000	0	0	0	0
		<b>TOTAL</b>	<b>113 588 500 000</b>	<b>113 588 500 000</b>	<b>113 565 000 000</b>	<b>113 565 000 000</b>	<b>-23 500 000</b>	<b>0</b>	<b>-23 500 000</b>	<b>0</b>	
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 361 500 000	22 361 500 000	22 385 000 000	22 385 000 000	23 500 000	0,1	23 500 000	0,1
			<b>TOTAL</b>	<b>22 361 500 000</b>	<b>22 361 500 000</b>	<b>22 385 000 000</b>	<b>22 385 000 000</b>	<b>23 500 000</b>	<b>0,1</b>	<b>23 500 000</b>	<b>0,1</b>
		<b>TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)</b>		<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Ressources internes</b>		<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
<b>Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor</b>		<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 896 777 892 191</b>	<b>3 987 450 000 000</b>	<b>10 130 013 808 582</b>	<b>4 211 800 000 000</b>	<b>233 235 916 391</b>	<b>2,4</b>	<b>224 350 000 000</b>	<b>5,6</b>		

## ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

Budget		Source de financement		Catégories de dépense							
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6							
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1 <sup>re</sup> LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
<b>10 Dette Publique</b>	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	321 740 000 000	321 740 000 000	309 000 000 000	309 000 000 000	-12 740 000 000	-4,0	-12 740 000 000	-4,0	
		<b>Total Prog. 0001</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>309 000 000 000</b>	<b>309 000 000 000</b>	<b>-12 740 000 000</b>	<b>-4,0</b>	<b>-12 740 000 000</b>	<b>-4,0</b>	
	<b>Total Section 10</b>		<b>321 740 000 000</b>	<b>321 740 000 000</b>	<b>309 000 000 000</b>	<b>309 000 000 000</b>	<b>-12 740 000 000</b>	<b>-4,0</b>	<b>-12 740 000 000</b>	<b>-4,0</b>	
<b>21 Présidence de la République</b>	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	9 681 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560	9 681 340 560	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	7 238 521 940	7 238 521 940	6 717 067 473	6 717 067 473	-521 454 467	-7,2	-521 454 467	-7,2	
		4 Transferts courants	37 341 984 078	37 341 984 078	46 705 233 985	46 705 233 985	9 363 249 907	25,1	9 363 249 907	25,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 760 000 000	110 000 000	1 650 000 000	0	-110 000 000	-6,3	-110 000 000	-100	
		6 Transferts en capital	29 185 413 545	13 266 842 829	27 472 064 092	11 553 493 376	-1 713 349 453	-5,9	-1 713 349 453	-12,9	
		<b>Total Prog. 0002</b>	<b>85 207 260 123</b>	<b>85 207 260 123</b>	<b>92 225 706 110</b>	<b>74 657 135 394</b>	<b>7 018 445 987</b>	<b>8,2</b>	<b>7 018 445 987</b>	<b>8,2</b>	
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	357 200 000	357 200 000	357 200 000	357 200 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 3001</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
		<b>Total Section 21</b>	<b>85 707 260 123</b>	<b>85 707 260 123</b>	<b>92 725 706 110</b>	<b>75 157 135 394</b>	<b>7 018 445 987</b>	<b>8,2</b>	<b>7 018 445 987</b>	<b>10,3</b>	
<b>22 Assemblée Nationale</b>	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	16 095 015 137	16 095 015 137	16 269 315 137	16 269 315 137	174 300 000	1,1	174 300 000	1,1	
		6 Transferts en capital	8 315 171 359	2 946 447 518	8 315 171 359	2 946 447 518	0	0	0	0	
	<b>Total Prog. 0003</b>	<b>24 410 186 496</b>	<b>24 410 186 496</b>	<b>24 584 486 496</b>	<b>19 215 762 655</b>	<b>174 300 000</b>	<b>0,7</b>	<b>174 300 000</b>	<b>0,7</b>		
<b>Total Section 22</b>		<b>24 410 186 496</b>	<b>19 041 462 655</b>	<b>24 584 486 496</b>	<b>19 215 762 655</b>	<b>174 300 000</b>	<b>0,7</b>	<b>174 300 000</b>	<b>0,9</b>		
<b>24 Conseil Economique Social et Environnemental</b>	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	2 Dépenses de personnel	43 206 000	43 206 000	43 206 000	43 206 000	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	7 141 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284	7 141 040 284	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 0005</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 24</b>		<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>7 184 246 284</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				AE	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	540 122 400	540 122 400	540 122 400	540 122 400	0	0	0	0
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0006</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 25</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>1 290 122 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	1 014 240 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0007</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 27</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>2 064 240 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920	1 560 614 920	0	0	0	0
		4 Transferts courants	4 163 453 695	4 163 453 695	4 163 453 695	4 163 453 695	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	3 586 029 962	1 899 157 543	3 586 029 962	1 899 157 543	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 0008</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>7 623 226 158</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 28</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>7 623 226 158</b>	<b>9 310 098 577</b>	<b>7 623 226 158</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	2 Dépenses de personnel	14 546 000	14 546 000	14 546 000	14 546 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	6 100 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000	6 100 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	12 980 000 000	3 300 000 000	12 980 000 000	3 300 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 0013</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>9 414 546 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 29</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>9 414 546 000</b>	<b>19 094 546 000</b>	<b>9 414 546 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	2 Dépenses de personnel	4 534 606 980	4 534 606 980	4 534 606 980	4 534 606 980	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 147 716 214	4 147 716 214	4 216 621 696	4 216 621 696	68 905 482	1,7	68 905 482	1,7
		4 Transferts courants	6 727 806 496	6 727 806 496	7 377 806 496	7 377 806 496	650 000 000	9,7	650 000 000	9,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 833 015 930	7 833 015 930	7 740 015 362	7 590 015 362	-93 000 568	-1,2	-243 000 568	-3,1
		6 Transferts en capital	6 135 000 000	6 135 000 000	5 804 000 000	5 804 000 000	-331 000 000	-5,4	-331 000 000	-5,4





## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0009 Secrétariat général du Gouvernement	<b>Total Prog. 0009</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>29 673 050 534</b>	<b>29 523 050 534</b>	<b>294 904 914</b>	<b>1,0</b>	<b>144 904 914</b>	<b>0,5</b>
	<b>Total Section 30</b>		<b>29 378 145 620</b>	<b>29 378 145 620</b>	<b>29 673 050 534</b>	<b>29 523 050 534</b>	<b>294 904 914</b>	<b>1,0</b>	<b>144 904 914</b>	<b>0,5</b>
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	1 117 324 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	10 196 481 607	10 196 481 607	10 129 527 097	10 129 527 097	-66 954 510	-0,7	-66 954 510	-0,7
		4 Transferts courants	923 814 000	923 814 000	923 814 000	923 814 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 455 234 689	378 253 560	1 214 164 697	83 698 336	-241 069 992	-16,6	-294 555 224	-77,9
		6 Transferts en capital	261 188 365	261 188 365	260 594 182	260 594 182	-594 183	-0,2	-594 183	-0,2
		<b>Total Prog. 1001</b>	<b>13 954 042 661</b>	<b>13 954 042 661</b>	<b>13 645 423 976</b>	<b>12 514 957 615</b>	<b>-308 618 685</b>	<b>-2,2</b>	<b>-362 103 917</b>	<b>-2,6</b>
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	24 549 628 876	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	20 825 447 255	20 825 447 255	21 389 528 514	21 389 528 514	564 081 259	2,7	564 081 259	2,7
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	3 640 730 950	3 640 730 950	1 164 181 000	47,0	1 164 181 000	47,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 809 233 350	2 219 233 352	23 286 233 350	2 696 233 352	477 000 000	2,1	477 000 000	21,5
		6 Transferts en capital	3 968 000 000	818 000 000	3 968 000 000	818 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2001</b>	<b>74 628 859 431</b>	<b>74 628 859 431</b>	<b>76 834 121 690</b>	<b>53 094 121 692</b>	<b>2 205 262 259</b>	<b>3,0</b>	<b>2 205 262 259</b>	<b>3,0</b>
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	42 473 000	42 473 000	42 473 000	42 473 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	61 662 780	61 662 780	-683 362	-1,1	-683 362	-1,1
		<b>Total Prog. 2002</b>	<b>104 819 142</b>	<b>104 819 142</b>	<b>104 135 780</b>	<b>104 135 780</b>	<b>-683 362</b>	<b>-0,7</b>	<b>-683 362</b>	<b>-0,7</b>
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	140 289 000	140 289 000	140 289 000	140 289 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	70 933 792	70 933 792	70 933 792	70 933 792	0	0	0	0
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		462 222 222	140 000 000	462 424 830	129 561 008	202 608	0	-10 438 992	-7,5	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	500 000 000	52,6	500 000 000	52,6
		<b>Total Prog. 2003</b>	<b>2 373 445 014</b>	<b>2 373 445 014</b>	<b>2 873 647 622</b>	<b>2 540 783 800</b>	<b>500 202 608</b>	<b>21,1</b>	<b>489 561 008</b>	<b>20,6</b>
	<b>Total Section 31</b>		<b>91 061 166 248</b>	<b>65 921 962 899</b>	<b>93 457 329 068</b>	<b>68 253 998 887</b>	<b>2 396 162 820</b>	<b>2,6</b>	<b>2 332 035 988</b>	<b>3,5</b>
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210	2 913 915 210	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 833 488 677	2 833 488 677	2 908 120 695	2 908 120 695	74 632 018	2,6	74 632 018	2,6
		4 Transferts courants	3 510 000 000	3 510 000 000	3 820 900 000	3 820 900 000	310 900 000	8,9	310 900 000	8,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 050 000 000	1 650 000 000	7 050 000 000	1 650 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	3 234 000 000	3 234 000 000	5 434 000 000	5 434 000 000	2 200 000 000	68,0	2 200 000 000	68,0
		<b>Total Prog. 1002</b>	<b>19 541 403 887</b>	<b>19 541 403 887</b>	<b>22 126 935 905</b>	<b>16 726 935 905</b>	<b>2 585 532 018</b>	<b>13,2</b>	<b>2 585 532 018</b>	<b>13,2</b>
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	74 360 680 001	74 360 680 001	74 360 680 001	74 360 680 001	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	35 158 295 103	35 158 295 103	36 703 073 675	36 703 073 675	1 544 778 572	4,4	1 544 778 572	4,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	25 500 012 720	18 947 175 809	25 298 233 919	18 945 197 008	-201 778 801	-0,8	-1 978 801	0
		6 Transferts en capital	58 340 295 952	27 666 295 952	60 840 295 952	30 166 295 952	2 500 000 000	4,3	2 500 000 000	9,0
	<b>Total Prog. 2005</b>	<b>193 359 283 776</b>	<b>193 359 283 776</b>	<b>197 202 283 547</b>	<b>160 175 246 636</b>	<b>3 842 999 771</b>	<b>2,0</b>	<b>4 042 799 771</b>	<b>2,1</b>	
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232	49 836 966 232	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	18 000 422 288	18 000 422 288	18 550 719 751	18 550 719 751	550 297 463	3,1	550 297 463	3,1
		4 Transferts courants	470 000 000	470 000 000	470 000 000	470 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	33 963 449 898	7 011 655 000	33 463 159 898	6 011 365 000	-500 290 000	-1,5	-1 000 290 000	-14,3
		6 Transferts en capital	34 616 955 147	11 727 750 000	38 980 354 147	16 091 149 000	4 363 399 000	12,6	4 363 399 000	37,2
	<b>Total Prog. 2008</b>	<b>136 887 793 565</b>	<b>136 887 793 565</b>	<b>141 301 200 028</b>	<b>90 960 199 983</b>	<b>4 413 406 463</b>	<b>3,2</b>	<b>3 913 406 463</b>	<b>2,9</b>	
3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
	<b>Total Prog. 3002</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 32</b>		<b>349 938 481 228</b>	<b>257 470 644 272</b>	<b>360 780 419 480</b>	<b>268 012 382 524</b>	<b>10 841 938 252</b>	<b>3,1</b>	<b>10 541 738 252</b>	<b>4,1</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6	
		AE	CP	AE	CP	AE		CP		
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	919 016 000	919 016 000	919 016 000	919 016 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 712 843 809	1 712 843 809	1 680 343 809	1 680 343 809	-32 500 000	-1,9	-32 500 000	-1,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 889 447 460	1 244 447 460	13 888 801 364	674 633 984	-646 096	0	-569 813 476	-45,8
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1003</b>	<b>17 521 307 269</b>	<b>17 521 307 269</b>	<b>17 488 161 173</b>	<b>4 273 993 793</b>	<b>-33 146 096</b>	<b>-0,2</b>	<b>-602 313 476</b>	<b>-3,4</b>
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	40 707 932 168	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	8 152 662 688	8 152 662 688	8 187 655 278	8 187 655 278	34 992 590	0,4	34 992 590	0,4
		4 Transferts courants	13 638 000 000	13 638 000 000	15 228 350 000	15 228 350 000	1 590 350 000	11,7	1 590 350 000	11,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 857 922 227	2 577 788 655	58 227 412 046	2 947 278 474	369 489 819	0,6	369 489 819	14,3
		6 Transferts en capital	70 323 377 447	7 250 000 000	72 123 377 447	9 050 000 000	1 800 000 000	2,6	1 800 000 000	24,8
	<b>Total Prog. 2009</b>	<b>190 679 894 530</b>	<b>190 679 894 530</b>	<b>194 474 726 939</b>	<b>76 121 215 920</b>	<b>3 794 832 409</b>	<b>2,0</b>	<b>3 794 832 409</b>	<b>2,0</b>	
	2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	22 417 241 971	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 618 174 414	3 618 174 414	3 619 174 414	3 619 174 414	1 000 000	0	1 000 000	0
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	49 824 805 434	6 736 030 744	49 822 515 191	6 733 740 501	-2 290 243	0	-2 290 243	0
		6 Transferts en capital	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	4 567 953 971	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2010</b>	<b>82 248 175 790</b>	<b>82 248 175 790</b>	<b>82 246 885 547</b>	<b>39 158 110 857</b>	<b>-1 290 243</b>	<b>0</b>	<b>-1 290 243</b>	<b>0</b>	
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	4 683 842 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 640 927 077	2 640 927 077	2 699 750 589	2 699 750 589	58 823 512	2,2	58 823 512	2,2
		4 Transferts courants	0	0	4 542 602 182	4 542 602 182	4 542 602 182	0	4 542 602 182	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		10 706 952 300	168 952 300	10 748 187 082	210 187 082	41 234 782	0,4	41 234 782	24,4	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
			Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP		ECART
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
33 Ministère de l'Intérieur	2011 Administration territoriale	<b>Total Prog. 2011</b>	<b>18 031 721 377</b>	<b>18 031 721 377</b>	<b>22 674 381 853</b>	<b>12 136 381 853</b>	<b>4 642 660 476</b>	<b>25,7</b>	<b>4 642 660 476</b>	<b>25,7</b>	
		2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	173 716 000	173 716 000	173 716 000	173 716 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 466 782 500	3 466 782 500	3 178 782 500	3 178 782 500	-288 000 000	-8,3	-288 000 000	-8,3	
		4 Transferts courants	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	0	0	0	0	0
		5 Transferts en capital	10 500 000 000	0	10 500 000 000	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2012</b>	<b>16 434 498 500</b>	<b>16 434 498 500</b>	<b>16 146 498 500</b>	<b>5 646 498 500</b>	<b>-288 000 000</b>	<b>-1,8</b>	<b>-288 000 000</b>	<b>-1,8</b>	
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3003</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 33</b>		<b>325 115 597 466</b>	<b>129 990 311 757</b>	<b>333 230 654 012</b>	<b>137 536 200 923</b>	<b>8 115 056 546</b>	<b>2,5</b>	<b>7 545 889 166</b>	<b>5,8</b>	
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	1 095 313 000	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	780 901 483	780 901 483	868 794 281	868 794 281	87 892 798	11,3	87 892 798	11,3	
		4 Transferts courants	3 467 000 000	3 467 000 000	5 710 000 000	5 710 000 000	2 243 000 000	64,7	2 243 000 000	64,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 874 524 899	878 112 477	2 885 311 975	888 899 552	10 787 076	0,4	10 787 076	1,2	
		6 Transferts en capital	25 100 000 000	25 100 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-0,4	
		<b>Total Prog. 1004</b>	<b>33 317 739 382</b>	<b>33 317 739 382</b>	<b>35 559 419 256</b>	<b>33 563 006 833</b>	<b>2 241 679 874</b>	<b>6,7</b>	<b>2 241 679 873</b>	<b>6,7</b>	
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	17 032 551 973	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 694 251 901	1 694 251 901	1 698 351 901	1 698 351 901	4 100 000	0,2	4 100 000	0,2	
		4 Transferts courants	860 000 000	860 000 000	960 000 000	960 000 000	100 000 000	11,6	100 000 000	11,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 976 742 060	163 899 456	5 076 726 646	263 884 042	99 984 586	2,0	99 984 586	61,0	
<b>Total Prog. 2014</b>		<b>24 563 545 934</b>	<b>24 563 545 934</b>	<b>24 767 630 520</b>	<b>19 954 787 916</b>	<b>204 084 586</b>	<b>0,8</b>	<b>204 084 586</b>	<b>0,8</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	1 212 356 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 116 432 634	1 116 432 634	1 116 432 634	1 116 432 634	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	139 024 146	139 024 146	254 024 146	254 024 146	115 000 000	82,7	115 000 000	82,7
		<b>Total Prog. 2015</b>	<b>2 467 812 780</b>	<b>2 467 812 780</b>	<b>2 582 812 780</b>	<b>2 582 812 780</b>	<b>115 000 000</b>	<b>4,7</b>	<b>115 000 000</b>	<b>4,7</b>
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	7 538 999 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 580 695 995	5 580 695 995	5 580 695 995	5 580 695 995	0	0	0	0
		4 Transferts courants	316 000 000	316 000 000	316 000 000	316 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 199 275 997	4 809 725 616	13 199 275 997	4 808 945 616	0	0	-780 000	0
		6 Transferts en capital	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2016</b>	<b>26 734 970 992</b>	<b>26 734 970 992</b>	<b>26 734 970 992</b>	<b>18 344 640 611</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-780 000</b>	<b>0</b>	
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	188 226 000	188 226 000	188 226 000	188 226 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	444 888 887	444 888 887	423 696 187	423 696 187	-21 192 700	-4,8	-21 192 700	-4,8
		4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	155 000 000	155 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 509 042 348	1 509 042 348	1 509 024 848	1 509 024 848	-17 500	0	-17 500	0
		<b>Total Prog. 2100</b>	<b>2 297 157 235</b>	<b>2 297 157 235</b>	<b>2 275 947 035</b>	<b>2 275 947 035</b>	<b>-21 210 200</b>	<b>-0,9</b>	<b>-21 210 200</b>	<b>-0,9</b>
	<b>Total Section 34</b>	<b>89 381 226 323</b>	<b>74 182 420 916</b>	<b>91 920 780 583</b>	<b>76 721 195 175</b>	<b>2 539 554 260</b>	<b>2,8</b>	<b>2 538 774 259</b>	<b>3,4</b>	
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	497 701 000	497 701 000	497 701 000	497 701 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	584 596 183	584 596 183	754 596 183	754 596 183	170 000 000	29,1	170 000 000	29,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1005</b>	<b>1 082 297 183</b>	<b>1 082 297 183</b>	<b>1 252 297 183</b>	<b>1 252 297 183</b>	<b>170 000 000</b>	<b>15,7</b>	<b>170 000 000</b>	<b>15,7</b>
	2017 Fonction publique	2 Dépenses de personnel	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	1 142 400 643	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	662 848 718	662 848 718	632 848 718	632 848 718	-30 000 000	-4,5	-30 000 000	-4,5



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	2017 Fonction publique	4 Transferts courants	535 000 000	535 000 000	500 000 000	500 000 000	-35 000 000	-6,5	-35 000 000	-6,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	515 139 600	515 139 600	511 891 201	511 891 201	-3 248 399	-0,6	-3 248 399	-0,6	
		<b>Total Prog. 2017</b>	<b>2 855 388 961</b>	<b>2 855 388 961</b>	<b>2 787 140 562</b>	<b>2 787 140 562</b>	<b>-68 248 399</b>	<b>-2,4</b>	<b>-68 248 399</b>	<b>-2,4</b>	
	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	94 204 000	94 204 000	94 204 000	94 204 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	159 070 281	159 070 281	-95 000 000	-37,4	-95 000 000	-37,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 073 000 000	1 073 000 000	770 502 583	770 502 583	-302 497 417	-28,2	-302 497 417	-28,2	
		<b>Total Prog. 2018</b>	<b>1 421 274 281</b>	<b>1 421 274 281</b>	<b>1 023 776 864</b>	<b>1 023 776 864</b>	<b>-397 497 417</b>	<b>-28,0</b>	<b>-397 497 417</b>	<b>-28,0</b>	
	<b>Total Section 35</b>			<b>5 358 960 425</b>	<b>5 358 960 425</b>	<b>5 063 214 609</b>	<b>5 063 214 609</b>	<b>-295 745 816</b>	<b>-5,5</b>	<b>-295 745 816</b>	<b>-5,5</b>
	37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 931 207	448 931 207	448 931 207	448 931 207	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	540 662 166	540 662 166	745 662 166	745 662 166	205 000 000	37,9	205 000 000	37,9
4 Transferts courants			0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat			1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 1006</b>			<b>1 989 593 373</b>	<b>1 989 593 373</b>	<b>2 344 593 373</b>	<b>2 344 593 373</b>	<b>355 000 000</b>	<b>17,8</b>	<b>355 000 000</b>	<b>17,8</b>	
2019 Gouvernance du marché du travail		2 Dépenses de personnel	882 932 000	882 932 000	882 932 000	882 932 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 054 441 956	1 054 441 956	800 569 463	800 569 463	-253 872 493	-24,1	-253 872 493	-24,1	
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	750 000 000	750 000 000	-200 000 000	-21,1	-200 000 000	-21,1	
		<b>Total Prog. 2019</b>	<b>2 887 373 956</b>	<b>2 887 373 956</b>	<b>2 433 501 463</b>	<b>2 433 501 463</b>	<b>-453 872 493</b>	<b>-15,7</b>	<b>-453 872 493</b>	<b>-15,7</b>	
2107 Protection sociale des travailleurs		2 Dépenses de personnel	69 406 000	69 406 000	69 406 000	69 406 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	142 599 492	142 599 492	142 599 492	142 599 492	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2107</b>	<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>212 005 492</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 37</b>			<b>5 088 972 821</b>	<b>5 088 972 821</b>	<b>4 990 100 328</b>	<b>4 990 100 328</b>	<b>-98 872 493</b>	<b>-1,9</b>	<b>-98 872 493</b>	<b>-1,9</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense					
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6					
			Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		AE		CP		ECART	
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%			
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	717 101 792	717 101 792	717 101 792	717 101 792	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	134 480 162	134 480 162	137 452 655	137 452 655	2 972 493	2,2	2 972 493	2,2		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	242 000 000	242 000 000	241 961 400	241 961 400	-38 600	0	-38 600	0		
		<b>Total Prog. 1008</b>	<b>1 093 581 954</b>	<b>1 093 581 954</b>	<b>1 096 515 847</b>	<b>1 096 515 847</b>	<b>2 933 893</b>	<b>0,3</b>	<b>2 933 893</b>	<b>0,3</b>		
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	1 023 215 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	329 350 887	329 350 887	329 350 887	329 350 887	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 094 512 000	1 094 512 000	993 832 000	993 832 000	-100 680 000	-9,2	-100 680 000	-9,2		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 099 174 551	8 113 165 238	18 739 156 052	6 699 892 155	-360 018 499	-1,9	-1 413 273 083	-17,4		
		6 Transferts en capital	2 540 233 416	2 540 233 416	2 340 233 416	2 340 233 416	-200 000 000	-7,9	-200 000 000	-7,9		
	<b>Total Prog. 2023</b>	<b>24 086 485 854</b>	<b>24 086 485 854</b>	<b>23 425 787 355</b>	<b>11 386 523 458</b>	<b>-660 698 499</b>	<b>-2,7</b>	<b>-1 713 953 083</b>	<b>-7,1</b>			
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	22 032 000	22 032 000	22 032 000	22 032 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	40 754 226	40 754 226	40 754 226	40 754 226	0	0	0	0	0	0
		4 Transferts courants	7 359 537 612	7 359 537 612	7 509 537 612	7 509 537 612	150 000 000	2,0	150 000 000	2,0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	80 104 500 000	16 600 000 000	80 395 992 571	16 891 492 571	291 492 571	0,4	291 492 571	1,8		
		6 Transferts en capital	78 602 467 750	5 131 000 000	78 719 182 095	5 247 714 345	116 714 345	0,1	116 714 345	2,3		
	<b>Total Prog. 2024</b>	<b>166 129 291 588</b>	<b>166 129 291 588</b>	<b>166 687 498 504</b>	<b>29 711 530 754</b>	<b>558 206 916</b>	<b>0,3</b>	<b>558 206 916</b>	<b>0,3</b>			
	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	515 000 000	515 000 000	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	174 000 000	174 000 000	-23 500 000	-11,9	-23 500 000	-11,9		
		4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		197 500 000	197 500 000	221 000 000	221 000 000	23 500 000	11,9	23 500 000	11,9			
<b>Total Prog. 3004</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>1 300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Total Section 40</b>			<b>192 609 359 396</b>	<b>44 647 382 333</b>	<b>192 509 801 706</b>	<b>43 494 570 059</b>	<b>-99 557 690</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1 152 812 274</b>	<b>-2,6</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	841 491 908	841 491 908	841 491 908	841 491 908	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	685 326 306	685 326 306	725 326 306	725 326 306	40 000 000	5,8	40 000 000	5,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	487 862 500	412 862 148	582 847 119	507 846 767	94 984 619	19,5	94 984 619	23,0
		<b>Total Prog. 1009</b>	<b>2 014 680 714</b>	<b>2 014 680 714</b>	<b>2 149 665 333</b>	<b>2 074 664 981</b>	<b>134 984 619</b>	<b>6,7</b>	<b>134 984 619</b>	<b>6,7</b>
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	113 722 000	113 722 000	113 722 000	113 722 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	86 772 736	86 772 736	78 675 196	78 675 196	-8 097 540	-9,3	-8 097 540	-9,3
		4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 682 853 918 844	91 951 003 268	1 682 843 918 844	91 941 003 268	-10 000 000	0	-10 000 000	0
		6 Transferts en capital	97 575 582 055	47 093 371 797	97 575 582 055	47 193 371 797	0	0	100 000 000	0,2
		<b>Total Prog. 2027</b>	<b>1 780 819 995 635</b>	<b>1 780 819 995 635</b>	<b>1 780 801 898 095</b>	<b>1 39 516 772 261</b>	<b>-18 097 540</b>	<b>0</b>	<b>81 902 460</b>	<b>0</b>
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 100 000 000	5 100 000 000	6 200 000 000	6 200 000 000	1 100 000 000	21,6	1 100 000 000	21,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 300 000 000	46 300 000 000	52 026 292 490	41 026 292 490	-5 273 707 510	-9,2	-5 273 707 510	-11,4
		6 Transferts en capital	36 500 000 000	36 500 000 000	36 250 000 000	36 250 000 000	-250 000 000	-0,7	-250 000 000	-0,7
		<b>Total Prog. 2028</b>	<b>98 914 971 490</b>	<b>98 914 971 490</b>	<b>94 491 263 980</b>	<b>83 491 263 980</b>	<b>-4 423 707 510</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4 423 707 510</b>	<b>-4,5</b>
	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	219 919 000	219 919 000	219 919 000	219 919 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	111 004 263	111 004 263	169 474 263	169 474 263	58 470 000	52,7	58 470 000	52,7
		4 Transferts courants	5 900 000 000	5 900 000 000	9 850 000 000	9 850 000 000	3 950 000 000	66,9	3 950 000 000	66,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	294 446 365 240	18 938 339 800	294 476 365 240	18 918 339 800	30 000 000	0	-20 000 000	-0,1
		6 Transferts en capital	5 300 000 000	5 300 000 000	4 584 000 000	4 584 000 000	-716 000 000	-13,5	-716 000 000	-13,5
		<b>Total Prog. 2029</b>	<b>305 977 288 503</b>	<b>305 977 288 503</b>	<b>309 299 758 503</b>	<b>33 741 733 063</b>	<b>3 322 470 000</b>	<b>1,1</b>	<b>3 272 470 000</b>	<b>1,1</b>
<b>Total Section 41</b>	<b>2 187 726 936 342</b>	<b>259 758 784 716</b>	<b>2 186 742 585 911</b>	<b>258 824 434 285</b>	<b>-984 350 431</b>	<b>0</b>	<b>-934 350 431</b>	<b>-0,4</b>		





## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		AE		CP	
			Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	511 414 840	511 414 840	511 414 840	511 414 840	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	542 281 439	542 281 439	475 781 439	475 781 439	-66 500 000	-12,3	-66 500 000	-12,3
		4 Transferts courants	592 000 000	592 000 000	592 000 000	592 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	305 000 000	305 000 000	247 898 442	247 898 442	-57 101 558	-18,7	-57 101 558	-18,7
		<b>Total Prog. 1010</b>	<b>1 950 696 279</b>	<b>1 950 696 279</b>	<b>1 827 094 721</b>	<b>1 827 094 721</b>	<b>-123 601 558</b>	<b>-6,3</b>	<b>-123 601 558</b>	<b>-6,3</b>
		2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	58 275 000	58 275 000	58 275 000	58 275 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		140 848 455	140 848 455	78 859 155	78 859 155	-61 989 300	-44,0	-61 989 300	-44,0
	4 Transferts courants		7 210 000 000	7 210 000 000	8 210 000 000	8 210 000 000	1 000 000 000	13,9	1 000 000 000	13,9
	5 Investissements exécutés par l'Etat		448 232 826 257	49 807 370 555	439 468 805 324	40 308 983 062	-8 764 020 933	-2,0	-9 498 387 493	-19,1
	6 Transferts en capital		2 700 000 000	2 700 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	-1 450 000 000	-53,7	-1 450 000 000	-53,7
	<b>Total Prog. 2030</b>		<b>458 341 949 712</b>	<b>458 341 949 712</b>	<b>449 065 939 479</b>	<b>49 906 117 217</b>	<b>-9 276 010 233</b>	<b>-2,0</b>	<b>-10 010 376 793</b>	<b>-2,2</b>
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	1 387 801 200	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	610 463 093	610 463 093	610 463 093	610 463 093	0	0	0	0
		4 Transferts courants	51 075 000 000	51 075 000 000	49 311 562 278	49 311 562 278	-1 763 437 722	-3,5	-1 763 437 722	-3,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	201 574 761 081	37 937 600 648	200 848 101 011	33 868 025 544	-726 660 070	-0,4	-4 069 575 104	-10,7
		6 Transferts en capital	10 246 775 000	10 246 775 000	10 394 822 648	10 394 822 648	148 047 648	1,4	148 047 648	1,4
		<b>Total Prog. 2031</b>	<b>264 894 800 374</b>	<b>264 894 800 374</b>	<b>262 552 750 230</b>	<b>95 572 674 763</b>	<b>-2 342 050 144</b>	<b>-0,9</b>	<b>-5 684 965 178</b>	<b>-2,1</b>
	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	283 870 840	283 870 840	283 870 840	283 870 840	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	131 092 787	131 092 787	157 092 787	157 092 787	26 000 000	19,8	26 000 000	19,8
		4 Transferts courants	7 872 252 000	7 872 252 000	7 922 252 000	7 922 252 000	50 000 000	0,6	50 000 000	0,6
<b>Total Prog. 2033</b>		<b>8 287 215 627</b>	<b>8 287 215 627</b>	<b>8 363 215 627</b>	<b>8 363 215 627</b>	<b>76 000 000</b>	<b>0,9</b>	<b>76 000 000</b>	<b>0,9</b>	
<b>Total Section 42</b>	<b>733 474 661 992</b>	<b>171 412 045 857</b>	<b>721 809 000 057</b>	<b>155 669 102 328</b>	<b>-11 665 661 935</b>	<b>-1,6</b>	<b>-15 742 943 529</b>	<b>-9,2</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	3 626 736 373	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 976 537 576	3 976 537 576	3 778 687 576	3 778 687 576	-197 850 000	-5,0	-197 850 000	-5,0
		4 Transferts courants	3 717 857 265	3 717 857 265	4 766 111 895	4 766 111 895	1 048 254 630	28,2	1 048 254 630	28,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 867 132 810	1 867 132 810	1 587 904 604	1 054 232 769	-279 228 206	-15,0	-812 900 041	-43,5
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	3 170 000 000	3 170 000 000	1 170 000 000	58,5	1 170 000 000	58,5
		<b>Total Prog. 1011</b>	<b>15 188 264 024</b>	<b>15 188 264 024</b>	<b>16 929 440 448</b>	<b>16 395 768 613</b>	<b>1 741 176 424</b>	<b>11,5</b>	<b>1 207 504 589</b>	<b>8,0</b>
		2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	9 467 649 502	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		2 279 870 984	2 079 870 984	2 428 370 984	2 228 370 984	148 500 000	6,5	148 500 000	7,1
	4 Transferts courants		24 000 000	24 000 000	40 000 000	40 000 000	16 000 000	66,7	16 000 000	66,7
	5 Investissements exécutés par l'Etat		42 638 552 743	7 235 000 000	41 103 552 743	5 700 000 000	-1 535 000 000	-3,6	-1 535 000 000	-21,2
	6 Transferts en capital		1 699 500 000	1 699 500 000	12 699 500 000	12 699 500 000	11 000 000 000	647,2	11 000 000 000	647,2
	<b>Total Prog. 2032</b>		<b>56 109 573 229</b>	<b>56 109 573 229</b>	<b>65 739 073 229</b>	<b>30 135 520 486</b>	<b>9 629 500 000</b>	<b>17,2</b>	<b>9 629 500 000</b>	<b>17,2</b>
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	2 324 212 616	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 441 248 579	3 441 248 579	3 490 330 691	3 490 330 691	49 082 112	1,4	49 082 112	1,4
		4 Transferts courants	14 631 969 070	14 631 969 070	63 202 969 070	63 202 969 070	48 571 000 000	332,0	48 571 000 000	332,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 279 038 846	2 930 645 090	2 998 086 904	2 686 546 417	-280 951 942	-8,6	-244 098 673	-8,3
		6 Transferts en capital	47 778 637 275	47 778 637 275	120 402 324 424	120 402 324 424	72 623 687 149	152,0	72 623 687 149	152,0
		<b>Total Prog. 2035</b>	<b>71 455 106 386</b>	<b>71 455 106 386</b>	<b>192 417 923 705</b>	<b>192 106 383 218</b>	<b>120 962 817 319</b>	<b>169,3</b>	<b>120 999 670 588</b>	<b>169,3</b>
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	3 948 287 520	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 647 272 374	1 647 272 374	1 680 385 899	1 680 385 899	33 113 525	2,0	33 113 525	2,0
		4 Transferts courants	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
						AE		CP		
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
43 Ministère des Finances et du Budget	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	5 Investissements exécutés par l'Etat	10 084 092 793	1 972 905 931	9 353 083 741	1 241 896 879	-731 009 052	-7,2	-731 009 052	-37,1
		<b>Total Prog. 2036</b>	<b>15 699 652 687</b>	<b>15 699 652 687</b>	<b>15 001 757 160</b>	<b>6 890 570 298</b>	<b>-697 895 527</b>	<b>-4,4</b>	<b>-697 895 527</b>	<b>-4,4</b>
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	5 474 771 455	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 398 907 178	1 398 907 178	1 548 969 398	1 548 969 398	150 062 220	10,7	150 062 220	10,7
		4 Transferts courants	28 770 000	28 770 000	51 770 000	51 770 000	23 000 000	79,9	23 000 000	79,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 929 934 679	7 469 074 224	7 723 640 876	6 245 497 921	-1 206 293 803	-13,5	-1 223 576 303	-16,4
		6 Transferts en capital	5 620 241 470	5 620 241 470	10 614 241 470	10 614 241 470	4 994 000 000	88,9	4 994 000 000	88,9
		<b>Total Prog. 2037</b>	<b>21 452 624 782</b>	<b>21 452 624 782</b>	<b>25 413 393 199</b>	<b>23 935 250 244</b>	<b>3 960 768 417</b>	<b>18,5</b>	<b>3 943 485 917</b>	<b>18,4</b>
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	269 611 000	269 611 000	269 611 000	269 611 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	600 895 480	600 895 480	600 895 480	600 895 480	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	944 898 840	704 618 455	944 898 840	704 618 455	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	750 000 000	750 000 000	900 000 000	900 000 000	150 000 000	20	150 000 000	20
		<b>Total Prog. 2038</b>	<b>3 948 524 320</b>	<b>3 948 524 320</b>	<b>4 098 524 320</b>	<b>3 858 243 935</b>	<b>150 000 000</b>	<b>3,8</b>	<b>150 000 000</b>	<b>3,8</b>
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3005</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>111 750 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3006</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>21 550 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 3007</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 43</b>			<b>317 653 745 428</b>	<b>271 889 471 227</b>	<b>453 400 112 061</b>	<b>407 121 736 794</b>	<b>135 746 366 633</b>	<b>42,7</b>	<b>135 232 265 567</b>	<b>49,7</b>



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6	
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	409 892 163	409 892 163	409 892 163	409 892 163	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	333 680 854	333 680 854	331 680 854	331 680 854	-2 000 000	-0,6	-2 000 000	-0,6
		4 Transferts courants	471 603 018	471 603 018	671 603 018	671 603 018	200 000 000	42,4	200 000 000	42,4
		<b>Total Prog. 1012</b>	<b>1 215 176 035</b>	<b>1 215 176 035</b>	<b>1 413 176 035</b>	<b>1 413 176 035</b>	<b>198 000 000</b>	<b>16,3</b>	<b>198 000 000</b>	<b>16,3</b>
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	3 Acquisition de biens et services	17 243 179	17 243 179	17 243 179	17 243 179	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	181 975 067 289	32 607 968 152	180 696 394 205	31 321 306 948	-1 278 673 084	-0,7	-1 286 661 204	-3,9
		6 Transferts en capital	4 648 760 000	4 648 760 000	7 853 760 000	7 853 760 000	3 205 000 000	68,9	3 205 000 000	68,9
		<b>Total Prog. 2039</b>	<b>189 191 070 468</b>	<b>189 191 070 468</b>	<b>191 117 397 384</b>	<b>41 742 310 127</b>	<b>1 926 326 916</b>	<b>1,0</b>	<b>1 918 338 796</b>	<b>1,0</b>
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	34 741 280	34 741 280	34 741 280	34 741 280	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	25 734 789	25 734 789	25 734 789	25 734 789	0	0	0	0
		4 Transferts courants	85 765 681 000	85 765 681 000	92 956 831 325	92 956 831 325	7 191 150 325	8,4	7 191 150 325	8,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 771 527 494	2 771 527 494	2 747 303 759	2 742 318 259	-24 223 735	-0,9	-29 209 235	-1,1
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2040</b>	<b>88 597 684 563</b>	<b>88 597 684 563</b>	<b>95 764 611 153</b>	<b>95 759 625 653</b>	<b>7 166 926 590</b>	<b>8,1</b>	<b>7 161 941 090</b>	<b>8,1</b>
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	58 254 440	58 254 440	58 254 440	58 254 440	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	24 209 205	24 209 205	24 209 205	24 209 205	0	0	0	0
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	667 185 632 643	38 667 948 077	660 411 982 805	31 769 919 304	-6 773 649 838	-1,0	-6 898 028 773	-17,8
6 Transferts en capital		1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100	
<b>Total Prog. 2120</b>		<b>669 218 096 288</b>	<b>669 218 096 288</b>	<b>661 444 446 460</b>	<b>32 802 382 949</b>	<b>7 773 649 838</b>	<b>-1,2</b>	<b>-7 898 028 773</b>	<b>-1,2</b>	
<b>Total Section 44</b>		<b>948 222 027 354</b>	<b>170 337 243 651</b>	<b>949 739 631 022</b>	<b>171 717 494 764</b>	<b>1 517 603 668</b>	<b>0,2</b>	<b>1 380 251 113</b>	<b>0,8</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilnitage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	607 218 309	607 218 309	607 218 309	607 218 309	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	205 601 287	205 601 287	205 601 287	205 601 287	0	0	0	0
		4 Transferts courants	820 818 000	820 818 000	820 818 000	820 818 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1013</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>1 633 637 596</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	1 109 729 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	247 012 972	247 012 972	247 012 972	247 012 972	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 370 600 000	1 370 600 000	1 670 600 000	1 670 600 000	300 000 000	21,9	300 000 000	21,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	28 726 542 634	3 497 665 634	26 994 951 277	1 703 574 277	-1 731 591 357	-6,0	-1 794 091 357	-51,3
		6 Transferts en capital	2 242 500 000	2 242 500 000	2 442 500 000	2 442 500 000	200 000 000	8,9	200 000 000	8,9
	<b>Total Prog. 2041</b>	<b>33 696 384 606</b>	<b>33 696 384 606</b>	<b>32 464 793 249</b>	<b>7 173 416 249</b>	<b>-1 231 591 357</b>	<b>-3,7</b>	<b>-1 294 091 357</b>	<b>-3,8</b>	
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	252 437 000	252 437 000	252 437 000	252 437 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	107 351 009	107 351 009	107 351 009	107 351 009	0	0	0	0
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	700 000 000	73,7	700 000 000	73,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	220 881 000	220 881 000	220 841 798	220 841 798	-39 202	0	-39 202	0
		<b>Total Prog. 2042</b>	<b>1 530 669 009</b>	<b>1 530 669 009</b>	<b>2 230 629 807</b>	<b>2 230 629 807</b>	<b>699 960 798</b>	<b>45,7</b>	<b>699 960 798</b>	<b>45,7</b>
	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	70 673 000	70 673 000	70 673 000	70 673 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	180 109 887	180 109 887	285 109 887	285 109 887	105 000 000	58,3	105 000 000	58,3
		4 Transferts courants	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	1 299 331 130	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		8 362 036 692	2 500 000 000	8 362 036 692	2 500 000 000	0	0	0	0	
6 Transferts en capital		2 050 000 000	800 000 000	2 050 000 000	800 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 2043</b>		<b>11 962 150 709</b>	<b>11 962 150 709</b>	<b>12 067 150 709</b>	<b>4 955 114 017</b>	<b>105 000 000</b>	<b>0,9</b>	<b>105 000 000</b>	<b>0,9</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	222 194 000	222 194 000	222 194 000	222 194 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2044</b>	<b>522 194 000</b>	<b>522 194 000</b>	<b>522 194 000</b>	<b>522 194 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 45</b>		<b>49 345 035 920</b>	<b>17 004 122 228</b>	<b>48 918 405 361</b>	<b>16 514 991 669</b>	<b>-426 630 559</b>	<b>-0,9</b>	<b>-489 130 559</b>	<b>-2,9</b>	
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	790 525 322	790 525 322	790 525 322	790 525 322	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 088 469 972	1 088 469 972	1 088 469 972	1 088 469 972	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 418 602 774	1 058 602 774	2 523 475 981	1 162 875 981	104 873 207	4,3	104 273 207	9,9
		<b>Total Prog. 1014</b>	<b>4 297 598 068</b>	<b>4 297 598 068</b>	<b>4 402 471 275</b>	<b>3 041 871 275</b>	<b>104 873 207</b>	<b>2,4</b>	<b>104 273 207</b>	<b>2,4</b>
	2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel	203 413 000	203 413 000	203 413 000	203 413 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	202 911 817	202 911 817	202 911 817	202 911 817	0	0	0	0
		4 Transferts courants	338 000 000	338 000 000	338 000 000	338 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 179 680 293	5 179 680 293	4 722 543 397	4 722 543 397	-457 136 896	-8,8	-457 136 896	-8,8
		6 Transferts en capital	6 400 000 000	6 400 000 000	5 825 000 000	5 825 000 000	-575 000 000	-9,0	-575 000 000	-9,0
		<b>Total Prog. 2045</b>	<b>12 324 005 110</b>	<b>12 324 005 110</b>	<b>11 291 868 214</b>	<b>11 291 868 214</b>	<b>-1 032 136 896</b>	<b>-8,4</b>	<b>-1 032 136 896</b>	<b>-8,4</b>
2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	161 310 000	161 310 000	161 310 000	161 310 000	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	349 723 845	349 723 845	349 723 845	349 723 845	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	11 683 000 000	11 683 000 000	16 017 000 000	16 017 000 000	4 334 000 000	37,1	4 334 000 000	37,1	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 943 402 748	1 943 402 748	1 770 340 025	1 770 340 025	-173 062 723	-8,9	-173 062 723	-8,9	
	6 Transferts en capital	26 422 142 884	12 000 000 000	21 597 142 884	7 175 000 000	-4 825 000 000	-18,3	-4 825 000 000	-40,2	
	<b>Total Prog. 2046</b>	<b>40 559 579 477</b>	<b>40 559 579 477</b>	<b>39 895 516 754</b>	<b>25 473 373 870</b>	<b>-664 062 723</b>	<b>-1,6</b>	<b>-664 062 723</b>	<b>-1,6</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	198 897 000	198 897 000	198 897 000	198 897 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	387 234 704	387 234 704	432 266 654	432 266 654	45 031 950	11,6	45 031 950	11,6
		4 Transferts courants	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	19 930 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 829 360 728	9 829 360 728	7 646 641 923	6 993 460 552	-2 182 718 805	-22,2	-2 835 900 176	-28,9
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	4 850 000 000	4 850 000 000	4 600 000 000	1840	4 600 000 000	1840
		<b>Total Prog. 2047</b>	<b>30 595 492 432</b>	<b>30 595 492 432</b>	<b>33 057 805 577</b>	<b>32 404 624 206</b>	<b>2 462 313 145</b>	<b>8,0</b>	<b>1 809 131 774</b>	<b>5,9</b>
<b>Total Section 46</b>			<b>87 776 675 087</b>	<b>71 994 532 203</b>	<b>88 647 661 820</b>	<b>72 211 737 565</b>	<b>870 986 733</b>	<b>1</b>	<b>217 205 362</b>	<b>0,3</b>
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 062 285	313 062 285	313 062 285	313 062 285	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	405 320 922	405 320 922	405 320 922	405 320 922	0	0	0	0
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	240 000 000	240 000 000	200 000 000	500	200 000 000	500
		<b>Total Prog. 1015</b>	<b>758 383 207</b>	<b>758 383 207</b>	<b>958 383 207</b>	<b>958 383 207</b>	<b>200 000 000</b>	<b>26,4</b>	<b>200 000 000</b>	<b>26,4</b>
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	81 522 000	81 522 000	81 522 000	81 522 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 263 380 000	3 263 380 000	4 063 380 000	4 063 380 000	800 000 000	24,5	800 000 000	24,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	106 609 117 011	5 609 117 011	106 509 117 011	5 509 117 011	-100 000 000	-0,1	-100 000 000	-1,8
		6 Transferts en capital	2 020 000 000	2 020 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	-570 000 000	-28,2	-570 000 000	-28,2
		<b>Total Prog. 2049</b>	<b>112 010 362 529</b>	<b>112 010 362 529</b>	<b>112 140 362 529</b>	<b>11 140 362 529</b>	<b>130 000 000</b>	<b>0,1</b>	<b>130 000 000</b>	<b>0,1</b>
<b>Total Section 47</b>			<b>112 768 745 736</b>	<b>11 768 745 736</b>	<b>113 098 745 736</b>	<b>12 098 745 736</b>	<b>330 000 000</b>	<b>0,3</b>	<b>330 000 000</b>	<b>2,8</b>
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	541 187 149	541 187 149	541 187 149	541 187 149	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	167 801 079	167 801 079	204 245 979	204 245 979	36 444 900	21,7	36 444 900	21,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 900	202 980 900	202 951 724	202 951 724	-29 176	0	-29 176	0
		<b>Total Prog. 1016</b>	<b>911 969 128</b>	<b>911 969 128</b>	<b>948 384 852</b>	<b>948 384 852</b>	<b>36 415 724</b>	<b>4,0</b>	<b>36 415 724</b>	<b>4,0</b>



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		AE		CP
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	106 195 000	106 195 000	106 195 000	106 195 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672	113 740 672	113 740 672	113 740 672	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 345 500 000	2 345 500 000	2 485 307 666	2 485 307 666	139 807 666	6,0	139 807 666	6,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	38 701 075 244	3 738 183 978	38 698 952 623	3 736 061 357	-2 122 621	0	-2 122 621	-0,1	
		6 Transferts en capital	7 700 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2050</b>	<b>48 966 510 916</b>	<b>48 966 510 916</b>	<b>49 104 195 961</b>	<b>14 141 304 695</b>	<b>137 685 045</b>	<b>0,3</b>	<b>137 685 045</b>	<b>0,3</b>	
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	5 813 000	5 813 000	5 813 000	5 813 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257	12 807 257	12 807 257	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	727 500 000	727 500 000	727 500 000	727 500 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	100 000 000	255 000 000	0	-100 000 000	-28,2	-100 000 000	-100	
		6 Transferts en capital	6 624 000 000	6 624 000 000	6 524 000 000	6 524 000 000	-100 000 000	-1,5	-100 000 000	-1,5	
		<b>Total Prog. 2051</b>	<b>7 725 120 257</b>	<b>7 725 120 257</b>	<b>7 525 120 257</b>	<b>7 270 120 257</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,6</b>	<b>-200 000 000</b>	<b>-2,6</b>	
	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	17 202 000	17 202 000	17 202 000	17 202 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	14 796 786	14 796 786	14 796 786	14 796 786	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	3 892 000 000	3 892 000 000	2 521 000 000	2 521 000 000	-1 371 000 000	-35,2	-1 371 000 000	-35,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	86 404 435 764	3 686 885 000	85 266 858 152	2 548 907 258	-1 137 577 612	-1,3	-1 137 977 742	-30,9	
		6 Transferts en capital	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 2052</b>	<b>92 278 434 550</b>	<b>92 278 434 550</b>	<b>89 769 856 938</b>	<b>7 051 906 044</b>	<b>-2 508 577 612</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2 508 977 742</b>	<b>-2,7</b>	
	<b>Total Section 49</b>			<b>149 882 034 851</b>	<b>31 946 592 821</b>	<b>147 347 558 008</b>	<b>29 411 715 848</b>	<b>-2 534 476 843</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2 534 876 973</b>	<b>-7,9</b>
	50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952	68 293 391 952	0	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			18 440 658 510	18 440 658 510	19 450 658 510	19 450 658 510	1 010 000 000	5,5	1 010 000 000	5,5	





## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 / Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	4 Transferts courants	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	2 157 572 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 236 206 513	1 236 206 513	1 225 984 683	1 225 984 683	-10 221 830	-0,8	-10 221 830	-0,8
		<b>Total Prog. 1017</b>	<b>90 127 828 975</b>	<b>90 127 828 975</b>	<b>91 127 607 145</b>	<b>91 127 607 145</b>	<b>999 778 170</b>	<b>1,1</b>	<b>999 778 170</b>	<b>1,1</b>
	2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	6 270 070 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0	0	0	0
		4 Transferts courants	139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2053</b>	<b>6 586 107 909</b>	<b>6 586 107 909</b>	<b>6 586 107 909</b>	<b>6 586 107 909</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2054 Enseignement Elémentaire	2 Dépenses de personnel	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	210 244 670 984	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	31 699 989 372	31 699 989 372	34 647 169 252	34 647 169 252	2 947 179 880	9,3	2 947 179 880	9,3
		4 Transferts courants	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	14 611 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	57 405 526 534	18 140 212 015	57 405 233 205	18 739 645 752	-293 329	0	599 433 737	3,3
		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2054</b>	<b>314 263 186 890</b>	<b>314 263 186 890</b>	<b>317 210 073 441</b>	<b>278 544 485 988</b>	<b>2 946 886 551</b>	<b>0,9</b>	<b>3 546 613 617</b>	<b>1,1</b>
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	100 153 024 520	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	2 673 063 342	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 620 848 478	2 427 128 990	6 620 848 478	1 466 602 228	0	0	970 626 762	40,0
		<b>Total Prog. 2055</b>	<b>108 346 936 340</b>	<b>108 346 936 340</b>	<b>108 346 936 340</b>	<b>104 282 690 090</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-970 526 762</b>	<b>-0,9</b>
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	73 111 606 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 748 636 843	1 748 636 843	1 763 636 843	1 763 636 843	15 000 000	0,9	15 000 000	0,9
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	593 051 000	593 051 000	-3 649 000	-0,6	-3 649 000	-0,6
5 Investissements exécutés par l'Etat		15 484 003 030	1 706 000 000	15 484 003 030	1 706 000 000	0	0	0	0	
<b>Total Prog. 2056</b>		<b>90 940 945 873</b>	<b>90 940 945 873</b>	<b>90 952 296 873</b>	<b>77 174 293 843</b>	<b>11 351 000</b>	<b>0</b>	<b>11 351 000</b>	<b>0</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	86 096 000	86 096 000	86 096 000	86 096 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	288 201 333	288 201 333	288 201 333	288 201 333	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	766 086 080	266 086 080	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2057</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>2 140 383 413</b>	<b>1 640 383 413</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Section 50</b>	<b>612 405 389 400</b>	<b>555 768 352 363</b>	<b>616 363 405 121</b>	<b>559 355 568 388</b>	<b>3 958 015 721</b>	<b>0,6</b>	<b>3 587 216 025</b>	<b>0,6</b>	
52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	714 741 135	714 741 135	714 741 135	714 741 135	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	650 131 628	650 131 628	679 131 628	679 131 628	29 000 000	4,5	29 000 000	4,5
		4 Transferts courants	1 360 000 000	1 360 000 000	1 790 000 000	1 790 000 000	430 000 000	31,6	430 000 000	31,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	100 000 000	276 614 770	76 614 770	-23 385 230	-7,8	-23 385 230	-23,4
		<b>Total Prog. 1018</b>	<b>3 024 872 763</b>	<b>3 024 872 763</b>	<b>3 460 487 533</b>	<b>3 260 487 533</b>	<b>435 614 770</b>	<b>14,4</b>	<b>435 614 770</b>	<b>14,4</b>
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	66 596 780	66 596 780	66 596 780	66 596 780	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	144 379 651	144 379 651	144 379 651	144 379 651	0	0	0	0
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	35 521 500	35 521 500	-24 478 500	-40,8	-24 478 500	-40,8
		<b>Total Prog. 2058</b>	<b>4 473 301 431</b>	<b>4 473 301 431</b>	<b>4 448 135 331</b>	<b>598 135 331</b>	<b>-25 166 100</b>	<b>-0,6</b>	<b>-25 166 100</b>	<b>-0,6</b>
	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	207 595 280	207 595 280	207 595 280	207 595 280	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 710 283 183	6 710 283 183	10 175 471 183	10 175 471 183	3 465 188 000	51,6	3 465 188 000	51,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 186 369 717	22 988 215 479	56 382 644 985	23 184 490 747	196 275 268	0,3	196 275 268	0,9
<b>Total Prog. 2059</b>		<b>63 104 248 180</b>	<b>63 104 248 180</b>	<b>66 765 711 448</b>	<b>33 567 557 210</b>	<b>3 661 463 268</b>	<b>5,8</b>	<b>3 661 463 268</b>	<b>5,8</b>	
<b>Total Section 52</b>	<b>70 602 422 374</b>	<b>33 354 268 136</b>	<b>74 674 334 312</b>	<b>37 426 180 074</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>5,8</b>	<b>4 071 911 938</b>	<b>12,2</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
53 Ministère de la Culture et de la Communication	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	414 482 286	414 482 286	414 482 286	414 482 286	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	948 787 515	948 787 515	960 037 515	960 037 515	11 250 000	1,2	11 250 000	1,2
		<b>Total Prog. 1019</b>	<b>1 363 269 801</b>	<b>1 363 269 801</b>	<b>1 374 519 801</b>	<b>1 374 519 801</b>	<b>11 250 000</b>	<b>0,8</b>	<b>11 250 000</b>	<b>0,8</b>
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	546 288 720	546 288 720	546 288 720	546 288 720	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	429 805 307	429 805 307	472 455 307	472 455 307	42 650 000	9,9	42 650 000	9,9
		4 Transferts courants	5 907 352 279	5 907 352 279	6 146 937 279	6 146 937 279	239 585 000	4,1	239 585 000	4,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 030 532 547	1 052 983 000	17 058 437 922	1 080 888 375	27 905 375	0,2	27 905 375	2,7
		6 Transferts en capital	1 200 000 000	1 200 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	-100 000 000	-8,3	-100 000 000	-8,3
		<b>Total Prog. 2061</b>	<b>25 113 978 853</b>	<b>25 113 978 853</b>	<b>25 324 119 228</b>	<b>9 346 569 681</b>	<b>210 140 375</b>	<b>0,8</b>	<b>210 140 375</b>	<b>0,8</b>
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 781 680	34 781 680	34 781 680	34 781 680	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	79 542 528	79 542 528	79 542 528	79 542 528	0	0	0	0
		4 Transferts courants	9 325 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	9 325 256 716	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2062</b>	<b>9 439 580 924</b>	<b>9 439 580 924</b>	<b>9 439 580 924</b>	<b>9 439 580 924</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	125 073 920	125 073 920	125 073 920	125 073 920	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	243 929 173	243 929 173	263 915 373	263 915 373	19 986 200	8,2	19 986 200	8,2
		4 Transferts courants	1 353 646 000	1 353 646 000	1 553 646 000	1 553 646 000	200 000 000	14,8	200 000 000	14,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 991 697 780	2 476 932 200	6 403 846 401	1 889 080 821	-587 851 379	-8,4	-587 851 379	-23,7
		6 Transferts en capital	3 750 000 000	1 550 000 000	3 750 000 000	1 550 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2063</b>	<b>12 464 346 873</b>	<b>12 464 346 873</b>	<b>12 096 481 694</b>	<b>5 381 716 114</b>	<b>-367 865 179</b>	<b>-3,0</b>	<b>-367 865 179</b>	<b>-3,0</b>
	<b>Total Section 53</b>		<b>48 381 176 451</b>	<b>25 688 861 324</b>	<b>48 234 701 647</b>	<b>25 542 386 520</b>	<b>-146 474 804</b>	<b>-0,3</b>	<b>-146 474 804</b>	<b>-0,6</b>
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	17 342 469 371	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	13 594 319 289	13 594 319 289	14 489 613 192	14 489 613 192	895 293 903	6,6	895 293 903	6,6



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	16 474 299 000	16 474 299 000	18 451 313 500	18 451 313 500	1 977 014 500	12,0	1 977 014 500	12,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	44 480 665 949	11 761 921 856	44 417 833 137	11 748 697 164	-62 832 812	-0,1	-13 224 692	-0,1
		6 Transferts en capital	2 238 401 892	2 238 401 892	1 738 401 892	1 738 401 892	-500 000 000	-22,3	-500 000 000	-22,3
		<b>Total Prog. 1020</b>	<b>94 130 155 501</b>	<b>94 130 155 501</b>	<b>96 439 631 092</b>	<b>63 770 495 119</b>	<b>2 309 475 591</b>	<b>2,5</b>	<b>2 359 083 711</b>	<b>2,5</b>
	2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	12 317 365 575	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 707 540 154	1 707 540 154	1 709 040 154	1 709 040 154	1 500 000	0,1	1 500 000	0,1
		4 Transferts courants	4 277 000 000	4 277 000 000	5 935 910 000	5 935 910 000	1 658 910 000	38,8	1 658 910 000	38,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	512 724 564 866	104 421 515 046	512 716 020 633	104 412 970 813	-8 544 233	0	-8 544 233	0
		6 Transferts en capital	9 269 602 662	9 269 602 662	13 299 602 662	13 299 602 662	4 040 000 000	43,6	4 040 000 000	43,6
		<b>Total Prog. 2064</b>	<b>540 285 973 257</b>	<b>540 285 973 257</b>	<b>545 977 839 024</b>	<b>137 674 789 204</b>	<b>5 691 865 767</b>	<b>1,1</b>	<b>5 691 865 767</b>	<b>1,1</b>
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	15 763 075 440	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	236 582 421	236 582 421	236 582 421	236 582 421	0	0	0	0
		4 Transferts courants	17 919 715 000	17 919 715 000	20 528 715 000	20 528 715 000	2 609 000 000	14,6	2 609 000 000	14,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	170 235 575 040	21 200 013 806	170 229 828 455	21 194 135 323	-5 746 585	0	-5 878 483	0
		6 Transferts en capital	4 905 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	4 905 561 234	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2066</b>	<b>209 060 509 135</b>	<b>209 060 509 135</b>	<b>211 663 762 550</b>	<b>62 628 069 418</b>	<b>2 603 253 415</b>	<b>1,2</b>	<b>2 603 121 517</b>	<b>1,2</b>
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	911 877 620	911 877 620	911 877 620	911 877 620	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	617 839 404	617 839 404	617 839 404	617 839 404	0	0	0	0
		4 Transferts courants	267 883 000	267 883 000	264 272 500	264 272 500	-3 610 500	-1,3	-3 610 500	-1,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 142 504 600	471 002 070	1 138 487 025	466 984 495	-4 017 575	-0,4	-4 017 575	-0,9
		6 Transferts en capital	290 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	0	0	0	0
<b>Total Prog. 2067</b>		<b>2 228 100 644</b>	<b>2 228 100 644</b>	<b>2 214 483 149</b>	<b>2 150 974 019</b>	<b>-73 626 625</b>	<b>-3,3</b>	<b>-73 626 625</b>	<b>-3,3</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2067 Protection sociale	Total Prog. 2067	3 230 104 624	3 230 104 624	3 222 476 549	2 550 974 019	-7 628 075	-0,2	-7 628 075	-0,2
	<b>Total Section 54</b>		<b>846 706 742 517</b>	<b>255 977 884 840</b>	<b>857 303 709 215</b>	<b>266 624 327 760</b>	<b>10 596 966 698</b>	<b>1,3</b>	<b>10 646 442 920</b>	<b>4,2</b>
55 Ministère de la Jeunesse	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	801 553 827	801 553 827	801 553 827	801 553 827	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 205 044 742	1 205 044 742	405 044 742	405 044 742	-800 000 000	-66,4	-800 000 000	-66,4
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	350 000 000	46,7	350 000 000	46,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 871 858 901	115 650 000	1 871 858 901	115 622 680	0	0	-27 320	0
		<b>Total Prog. 1021</b>	<b>4 718 457 470</b>	<b>4 718 457 470</b>	<b>4 268 457 470</b>	<b>2 512 221 249</b>	<b>-450 000 000</b>	<b>-9,5</b>	<b>-450 027 320</b>	<b>-9,5</b>
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	102 636 780	102 636 780	102 636 780	102 636 780	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	30 657 398	30 657 398	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 598 877 108	3 503 782 800	2 955 420 385	1 860 312 377	-1 643 456 723	-35,7	-1 643 470 423	-46,9
		<b>Total Prog. 2068</b>	<b>4 732 171 286</b>	<b>4 732 171 286</b>	<b>3 088 714 563</b>	<b>1 993 606 555</b>	<b>-1 643 456 723</b>	<b>-34,7</b>	<b>-1 643 470 423</b>	<b>-34,7</b>
	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel	67 201 860	67 201 860	67 201 860	67 201 860	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	872 654 418	872 654 418	480 000 000	122,2	480 000 000	122,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 675 400 000	575 400 000	1 675 390 840	575 390 840	-9 160	0	-9 160	0
		<b>Total Prog. 2069</b>	<b>2 135 256 278</b>	<b>2 135 256 278</b>	<b>2 615 247 118</b>	<b>1 515 247 118</b>	<b>479 990 840</b>	<b>22,5</b>	<b>479 990 840</b>	<b>22,5</b>
	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	4 Transferts courants	1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 771 865 140	3 045 642 714	41 771 865 140	3 045 642 714	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	45 826 047 155	6 048 320 802	45 826 047 155	6 048 320 802	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2070</b>	<b>89 447 912 295</b>	<b>89 447 912 295</b>	<b>89 447 912 295</b>	<b>10 943 963 516</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 55</b>		<b>101 033 797 329</b>	<b>18 578 545 341</b>	<b>99 420 331 446</b>	<b>16 965 038 438</b>	<b>-1 613 465 883</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1 613 506 903</b>	<b>-8,7</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE	%	CP	%
			VAL ABS	%	VAL ABS	%				
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	322 698 536	322 698 536	322 698 536	322 698 536	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 376 790 863	1 376 790 863	1 474 866 995	1 474 866 995	98 076 132	7,1	98 076 132	7,1
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	116 500 000	116 500 000	66 500 000	133	66 500 000	133
		5 Investissements exécutés par l'Etat	386 350 000	386 350 000	426 105 740	426 105 740	39 755 740	10,3	39 755 740	10,3
		6 Transferts en capital	0	0	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000	0
		<b>Total Prog. 1022</b>	<b>2 135 839 399</b>	<b>2 135 839 399</b>	<b>2 380 171 271</b>	<b>2 380 171 271</b>	<b>244 331 872</b>	<b>11,4</b>	<b>244 331 872</b>	<b>11,4</b>
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	4 105 408 904	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 526 476 741	1 526 476 741	1 556 476 741	1 556 476 741	30 000 000	2,0	30 000 000	2,0
		4 Transferts courants	6 220 000 000	6 220 000 000	5 420 000 000	5 420 000 000	-800 000 000	-12,9	-800 000 000	-12,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 331 168 329	4 331 168 329	4 414 305 622	4 414 305 622	83 137 293	1,9	83 137 293	1,9
		6 Transferts en capital	1 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	1 241 725 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2071</b>	<b>17 424 778 974</b>	<b>17 424 778 974</b>	<b>16 737 916 267</b>	<b>16 737 916 267</b>	<b>-686 862 707</b>	<b>-3,9</b>	<b>-686 862 707</b>	<b>-3,9</b>
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	2 739 491 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	655 155 355	655 155 355	0	0	0	0
		4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	351 120 000	351 120 000	25 000 000	7,7	25 000 000	7,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 570 606 414	1 708 106 414	4 574 368 313	1 711 868 313	3 761 899	0,1	3 761 899	0,2
		<b>Total Prog. 2072</b>	<b>8 291 372 769</b>	<b>8 291 372 769</b>	<b>8 320 134 668</b>	<b>5 457 634 668</b>	<b>28 761 899</b>	<b>0,3</b>	<b>28 761 899</b>	<b>0,3</b>
	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	260 446 000	260 446 000	260 446 000	260 446 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	370 420 032	370 420 032	396 664 628	396 664 628	26 244 596	7,1	26 244 596	7,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	22 820 801 061	6 396 743 177	22 917 434 727	6 493 376 843	96 633 666	0,4	96 633 666	1,5
<b>Total Prog. 2073</b>		<b>23 451 667 093</b>	<b>23 451 667 093</b>	<b>23 574 545 355</b>	<b>7 150 487 471</b>	<b>122 878 262</b>	<b>0,5</b>	<b>122 878 262</b>	<b>0,5</b>	
<b>Total Section 56</b>	<b>51 303 658 235</b>	<b>32 017 100 351</b>	<b>51 012 767 561</b>	<b>31 726 209 677</b>	<b>-290 890 674</b>	<b>-0,6</b>	<b>-290 890 674</b>	<b>-0,9</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	904 517 480	904 517 480	904 517 480	904 517 480	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	169 841 633	169 841 633	169 841 633	169 841 633	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	276 890 760	276 890 760	276 853 501	276 853 501	-37 259	0	-37 259	0
		<b>Total Prog. 1023</b>	<b>1 351 249 873</b>	<b>1 351 249 873</b>	<b>1 351 212 614</b>	<b>1 351 212 614</b>	<b>-37 259</b>	<b>0</b>	<b>-37 259</b>	<b>0</b>
	2098 Famille et genre	2 Dépenses de personnel	156 177 600	156 177 600	156 177 600	156 177 600	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	333 926 128	333 926 128	433 926 128	433 926 128	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9
		4 Transferts courants	777 498 400	777 498 400	927 498 400	927 498 400	150 000 000	19,3	150 000 000	19,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	27 105 125 832	8 882 553 119	27 104 344 082	8 881 771 369	-781 750	0	-781 750	0
		<b>Total Prog. 2098</b>	<b>28 372 727 960</b>	<b>28 372 727 960</b>	<b>28 621 946 210</b>	<b>10 399 373 497</b>	<b>249 218 250</b>	<b>0,9</b>	<b>249 218 250</b>	<b>0,9</b>
	2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	92 965 960	92 965 960	92 965 960	92 965 960	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	269 934 089	269 934 089	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 973 752 481	2 973 752 481	3 023 752 481	3 023 752 481	50 000 000	1,7	50 000 000	1,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	45 676 248 000	6 695 000 000	45 612 559 101	6 631 311 101	-63 688 899	-0,1	-63 688 899	-1
		6 Transferts en capital	250 000 000	250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2101</b>	<b>49 262 900 530</b>	<b>49 262 900 530</b>	<b>49 249 211 631</b>	<b>10 267 963 631</b>	<b>-13 688 899</b>	<b>0</b>	<b>-13 688 899</b>	<b>0</b>
	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	181 677 480	181 677 480	181 677 480	181 677 480	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	110 125 382	110 125 382	110 125 382	110 125 382	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 886 805 718	3 297 217 191	13 766 758 433	3 174 169 906	-120 047 285	-0,9	-123 047 285	-3,7
		6 Transferts en capital	650 000 000	650 000 000	650 000 000	650 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2110</b>	<b>14 828 608 580</b>	<b>14 828 608 580</b>	<b>14 708 561 295</b>	<b>4 115 972 768</b>	<b>-120 047 285</b>	<b>-0,8</b>	<b>-123 047 285</b>	<b>-0,8</b>
<b>Total Section 58</b>	<b>93 815 486 943</b>	<b>26 022 077 703</b>	<b>93 930 931 750</b>	<b>26 134 522 510</b>	<b>115 444 807</b>	<b>0,1</b>	<b>112 444 807</b>	<b>0,4</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	5 976 365 671	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 353 095 804	1 353 095 804	1 353 095 804	1 353 095 804	0	0	0	0
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1024</b>	<b>7 379 461 475</b>	<b>7 379 461 475</b>	<b>7 379 461 475</b>	<b>7 379 461 475</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	18 117 126 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 857 581 952	5 857 581 952	5 857 581 952	5 857 581 952	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 008 212 600	1 008 212 600	973 827 600	973 827 600	-34 385 000	-3,4	-34 385 000	-3,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 827 553 199	12 588 215 626	20 350 273 199	10 811 996 151	-477 280 000	-2,3	-1 776 219 475	-14,1
		6 Transferts en capital	2 229 612 000	2 229 612 000	12 329 612 000	12 329 612 000	10 100 000 000	453,0	10 100 000 000	453,0
	<b>Total Prog. 2077</b>	<b>48 040 085 751</b>	<b>48 040 085 751</b>	<b>57 628 420 751</b>	<b>48 090 143 703</b>	<b>9 588 335 000</b>	<b>20,0</b>	<b>8 289 395 526</b>	<b>17,3</b>	
	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	96 143 000	96 143 000	96 143 000	96 143 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	9 990 130	9 990 130	9 990 130	9 990 130	0	0	0	0
		4 Transferts courants	403 000 000	403 000 000	403 000 000	403 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 362 000 000	4 362 000 000	4 351 812 136	4 316 826 292	-10 187 864	-0,2	-45 173 708	-1,0
		6 Transferts en capital	375 000 000	375 000 000	475 000 000	475 000 000	100 000 000	26,7	100 000 000	26,7
	<b>Total Prog. 2078</b>	<b>5 246 133 130</b>	<b>5 246 133 130</b>	<b>5 335 945 266</b>	<b>5 300 959 422</b>	<b>89 812 136</b>	<b>1,7</b>	<b>54 826 292</b>	<b>1,0</b>	
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	18 214 000	18 214 000	18 214 000	18 214 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	47 266 246	47 266 246	47 266 246	47 266 246	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 000 000 000	5 000 000 000	4 050 000 000	4 050 000 000	-950 000 000	-19	-950 000 000	-19
		5 Investissements exécutés par l'Etat	313 455 410	313 455 410	313 446 032	313 446 032	-9 378	0	-9 378	0
		<b>Total Prog. 2103</b>	<b>5 378 935 656</b>	<b>5 378 935 656</b>	<b>4 428 926 278</b>	<b>4 428 926 278</b>	<b>-950 009 378</b>	<b>-17,7</b>	<b>-950 009 378</b>	<b>-17,7</b>
<b>Total Section 59</b>			<b>66 044 616 012</b>	<b>57 805 278 439</b>	<b>74 772 753 770</b>	<b>65 199 490 878</b>	<b>8 728 137 758</b>	<b>13,2</b>	<b>7 394 212 439</b>	<b>12,8</b>





## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	51 139 840 912	51 139 840 912	42 239 840 912	42 239 840 912	-8 900 000 000	-17,4	-8 900 000 000	-17,4
		3 Acquisition de biens et services	67 458 314 787	67 458 314 787	113 279 139 595	113 279 139 595	45 820 824 808	67,9	45 820 824 808	67,9
		4 Transferts courants	74 949 730 128	74 949 730 128	68 888 402 010	68 888 402 010	-6 061 328 118	-8,1	-6 061 328 118	-8,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	42 032 373 790	42 032 373 790	38 829 147 806	38 829 147 806	-3 203 225 984	-7,6	-3 203 225 984	-7,6
		6 Transferts en capital	49 957 107 012	45 457 107 012	53 181 078 411	48 081 078 411	3 224 571 399	6,3	3 224 571 399	7,1
		<b>Total Prog. 0010</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>311 918 208 734</b>	<b>30 880 842 105</b>	<b>10,8</b>	<b>30 880 842 105</b>	<b>10,8</b>
	<b>Total Section 60</b>	<b>285 537 366 629</b>	<b>281 037 366 629</b>	<b>316 418 208 734</b>	<b>311 918 208 734</b>	<b>30 880 842 105</b>	<b>10,8</b>	<b>30 880 842 105</b>	<b>11,0</b>	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	400 363 110	400 363 110	400 363 110	400 363 110	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	663 568 220	663 568 220	663 448 220	663 448 220	-120 000	0	-120 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 761 139 161	516 139 161	1 718 076 221	472 800 421	-43 062 940	-2,4	-43 338 740	-8,4
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	850 000 000	850 000 000	300 000 000	54,5	300 000 000	54,5
		<b>Total Prog. 1032</b>	<b>3 375 070 491</b>	<b>3 375 070 491</b>	<b>3 631 887 551</b>	<b>2 386 611 751</b>	<b>256 817 060</b>	<b>7,6</b>	<b>256 541 260</b>	<b>7,6</b>
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	168 989 000	168 989 000	168 989 000	168 989 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	578 081 035	578 081 035	573 081 035	573 081 035	-5 000 000	-0,9	-5 000 000	-0,9
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	50 496 150 498	12 296 150 498	50 509 564 761	12 309 564 761	13 414 263	0	13 414 263	0,1
		6 Transferts en capital	6 500 000 000	6 500 000 000	10 500 000 000	10 500 000 000	4 000 000 000	61,5	4 000 000 000	61,5
	<b>Total Prog. 2022</b>	<b>57 893 220 533</b>	<b>57 893 220 533</b>	<b>61 901 634 796</b>	<b>23 701 634 796</b>	<b>4 008 414 263</b>	<b>6,9</b>	<b>4 008 414 263</b>	<b>6,9</b>	
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	482 189 000	482 189 000	482 189 000	482 189 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	964 266 247	964 266 247	962 002 821	962 002 821	-2 263 426	-0,2	-2 263 426	-0,2
		4 Transferts courants	7 577 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685	7 577 128 685	0	0	0	0



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	5 Investissements exécutés par l'Etat	576 137 160	576 137 160	570 337 490	569 337 558	-5 799 670	-1,0	-6 799 602	-1,2
		6 Transferts en capital	24 000 000 000	2 000 000 000	23 900 000 000	1 900 000 000	-100 000 000	-0,4	-100 000 000	-5
		<b>Total Prog. 2034</b>	<b>33 599 721 092</b>	<b>33 599 721 092</b>	<b>33 491 657 996</b>	<b>11 490 658 064</b>	<b>-108 063 096</b>	<b>-0,3</b>	<b>-109 063 028</b>	<b>-0,3</b>
		<b>Total Section 61</b>	<b>94 868 012 116</b>	<b>33 423 012 116</b>	<b>99 025 180 343</b>	<b>37 578 904 611</b>	<b>4 157 168 227</b>	<b>4,4</b>	<b>4 155 892 495</b>	<b>12,4</b>
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	2 124 200 327	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	807 063 677	807 063 677	807 063 677	807 063 677	0	0	0	0
		4 Transferts courants	29 142 000	29 142 000	29 142 000	29 142 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	70 119 117	70 119 117	70 100 994	70 100 994	-18 123	0	-18 123	0
		<b>Total Prog. 1025</b>	<b>3 030 525 121</b>	<b>3 030 525 121</b>	<b>3 030 506 998</b>	<b>3 030 506 998</b>	<b>-18 123</b>	<b>0</b>	<b>-18 123</b>	<b>0</b>
		2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	206 995 220	206 995 220	206 995 220	206 995 220	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		139 521 554	139 521 554	142 271 554	142 271 554	2 750 000	2,0	2 750 000	2,0
	4 Transferts courants		500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		106 666 549 700	18 428 407 534	106 661 324 193	17 898 298 989	-5 225 507	0	-530 108 545	-2,9
	6 Transferts en capital		3 171 117 373	3 171 117 373	2 726 786 740	2 726 786 740	-444 330 633	-14,0	-444 330 633	-14,0
	<b>Total Prog. 2079</b>		<b>110 684 183 847</b>	<b>110 684 183 847</b>	<b>110 237 377 707</b>	<b>21 474 352 503</b>	<b>-446 806 140</b>	<b>-0,4</b>	<b>-971 689 178</b>	<b>-0,9</b>
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	140 125 500	140 125 500	140 125 500	140 125 500	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	15 199 084	15 199 084	15 199 084	15 199 084	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat		0	0	0	0	0	0	0	0	
6 Transferts en capital		1 233 271 279	1 233 271 279	969 953 430	969 953 430	-263 317 849	-21,4	-263 317 849	-21,4	
<b>Total Prog. 2080</b>		<b>1 388 595 863</b>	<b>1 388 595 863</b>	<b>1 125 278 014</b>	<b>1 125 278 014</b>	<b>-263 317 849</b>	<b>-19,0</b>	<b>-263 317 849</b>	<b>-19,0</b>	
2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	44 026 600	44 026 600	44 026 600	44 026 600	0	0	0	0	
	3 Acquisition de biens et services	12 885 831	12 885 831	12 885 831	12 885 831	0	0	0	0	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
62 Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	2081 Mise en marché des produits animaux	5 Investissements exécutés par l'Etat	196 872 078	196 872 078	162 716 729	162 716 729	-34 155 349	-17,3	-34 155 349	-17,3
		<b>Total Prog. 2081</b>	<b>253 784 509</b>	<b>253 784 509</b>	<b>219 629 160</b>	<b>219 629 160</b>	<b>-34 155 349</b>	<b>-13,5</b>	<b>-34 155 349</b>	<b>-13,5</b>
	<b>Total Section 62</b>		<b>115 357 089 340</b>	<b>27 118 947 174</b>	<b>114 612 791 879</b>	<b>25 849 766 675</b>	<b>-744 297 461</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1 269 180 499</b>	<b>-4,7</b>
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	374 365 957	374 365 957	374 365 957	374 365 957	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	167 214 333	167 214 333	167 214 333	167 214 333	0	0	0	0
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1026</b>	<b>581 580 290</b>	<b>581 580 290</b>	<b>581 580 290</b>	<b>581 580 290</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	168 781 000	168 781 000	168 781 000	168 781 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0	
	4 Transferts courants	2 300 000 000	2 300 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	800 000 000	34,8	800 000 000	34,8	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	132 546 971 439	11 059 832 719	132 546 960 844	11 059 822 124	-10 595	0	-10 595	0	
	6 Transferts en capital	5 044 779 803	5 044 779 803	5 120 279 803	5 120 279 803	75 500 000	1,5	75 500 000	1,5	
	<b>Total Prog. 2083</b>	<b>140 122 142 893</b>	<b>140 122 142 893</b>	<b>140 997 632 298</b>	<b>19 510 493 578</b>	<b>875 489 405</b>	<b>0,6</b>	<b>875 489 405</b>	<b>0,6</b>	
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	29 296 000	29 296 000	29 296 000	29 296 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	264 999 792	264 999 792	264 715 501	264 715 501	-284 291	-0,1	-284 291	-0,1
		<b>Total Prog. 2084</b>	<b>2 912 197 481</b>	<b>2 912 197 481</b>	<b>2 911 913 190</b>	<b>2 911 913 190</b>	<b>-284 291</b>	<b>0</b>	<b>-284 291</b>	<b>0</b>
<b>Total Section 63</b>		<b>143 615 920 664</b>	<b>22 128 781 944</b>	<b>144 491 125 778</b>	<b>23 003 987 058</b>	<b>875 205 114</b>	<b>0,6</b>	<b>875 205 114</b>	<b>4,0</b>	
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	239 386 468	239 386 468	239 386 468	239 386 468	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	486 775 701	486 775 701	654 286 040	654 286 040	167 510 339	34,4	167 510 339	34,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	149 752 520	149 752 520	181 553 975	181 553 975	31 801 455	21,2	31 801 455	21,2
		<b>Total Prog. 1569</b>	<b>875 914 689</b>	<b>875 914 689</b>	<b>1 075 226 483</b>	<b>1 075 226 483</b>	<b>199 311 794</b>	<b>22,8</b>	<b>199 311 794</b>	<b>22,8</b>



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		AE	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	37 845 000	37 845 000	37 845 000	37 845 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	26 679 350	26 679 350	26 679 350	26 679 350	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 324 485 305	19 324 485 305	19 283 587 351	19 283 587 351	-40 897 954	-0,2	-40 897 954	-0,2
		6 Transferts en capital	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 2102</b>	<b>20 752 009 655</b>	<b>20 752 009 655</b>	<b>20 711 111 701</b>	<b>20 711 111 701</b>	<b>-40 897 954</b>	<b>-0,2</b>	<b>-40 897 954</b>	<b>-0,2</b>
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	48 360 000	48 360 000	48 360 000	48 360 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	64 098 039	64 098 039	51 587 700	51 587 700	-12 510 339	-19,5	-12 510 339	-19,5
		6 Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
	<b>Total Prog. 2118</b>	<b>612 458 039</b>	<b>612 458 039</b>	<b>599 947 700</b>	<b>599 947 700</b>	<b>-12 510 339</b>	<b>-2,0</b>	<b>-12 510 339</b>	<b>-2,0</b>	
	<b>Total Section 64</b>			<b>22 240 382 383</b>	<b>22 240 382 383</b>	<b>22 386 285 884</b>	<b>22 386 285 884</b>	<b>145 903 501</b>	<b>0,7</b>	<b>145 903 501</b>
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 831 056	448 831 056	448 831 056	448 831 056	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	213 299 938	213 299 938	213 299 938	213 299 938	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	5 500 000 000	5 500 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000	800 000 000	14,5	800 000 000	14,5
		<b>Total Prog. 1027</b>	<b>6 162 130 994</b>	<b>6 162 130 994</b>	<b>6 962 130 994</b>	<b>6 962 130 994</b>	<b>800 000 000</b>	<b>13,0</b>	<b>800 000 000</b>	<b>13,0</b>
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	73 089 000	73 089 000	73 089 000	73 089 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 581 000 000	3 456 200 000	19 581 000 000	3 456 200 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	4 024 978 019	3 110 210 519	2 619 358 129	1 704 590 629	-1 405 619 890	-34,9	-1 405 619 890	-45,2
		<b>Total Prog. 2085</b>	<b>25 211 512 388</b>	<b>25 211 512 388</b>	<b>23 805 892 498</b>	<b>6 766 324 998</b>	<b>-1 405 619 890</b>	<b>-5,6</b>	<b>-1 405 619 890</b>	<b>-5,6</b>
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	590 186 000	590 186 000	590 186 000	590 186 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	359 239 739	359 239 739	0	0	0	0



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	2086 Gouvernance territoriale	4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 003 576 298	4 320 576 298	5 995 957 734	4 312 457 738	-7 618 564	-0,1	-8 118 560	-0,2
		<b>Total Prog. 2086</b>	<b>7 293 002 037</b>	<b>7 293 002 037</b>	<b>7 285 383 473</b>	<b>5 601 883 477</b>	<b>-7 618 564</b>	<b>-0,1</b>	<b>-8 118 560</b>	<b>-0,1</b>
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	54 286 000	54 286 000	54 286 000	54 286 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	53 919 556	53 919 556	53 919 556	53 919 556	0	0	0	0
		4 Transferts courants	31 975 000 000	31 975 000 000	30 775 000 000	30 775 000 000	-1 200 000 000	-3,8	-1 200 000 000	-3,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	20 400 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	34 509 826 520	34 509 826 520	22 765 017 713	22 765 017 713	-11 744 808 807	-34,0	-11 744 808 807	-34,0
		<b>Total Prog. 2087</b>	<b>86 993 032 076</b>	<b>86 993 032 076</b>	<b>74 048 223 269</b>	<b>74 048 223 269</b>	<b>-12 944 808 807</b>	<b>-14,9</b>	<b>-12 944 808 807</b>	<b>-14,9</b>
	<b>Total Section 65</b>		<b>125 659 677 495</b>	<b>106 937 109 995</b>	<b>112 101 630 234</b>	<b>93 378 562 738</b>	<b>-13 558 047 261</b>	<b>-10,8</b>	<b>-13 558 547 257</b>	<b>-12,7</b>
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	313 678 196	313 678 196	313 678 196	313 678 196	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	158 217 782	158 217 782	158 217 782	158 217 782	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1028</b>	<b>2 071 895 978</b>	<b>2 071 895 978</b>	<b>2 071 895 978</b>	<b>2 071 895 978</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	112 721 000	112 721 000	112 721 000	112 721 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	47 227 691	47 227 691	47 227 691	47 227 691	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 561 432 000	2 561 432 000	2 461 432 000	2 461 432 000	-100 000 000	-3,9	-100 000 000	-3,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	184 705 325 800	3 405 075 800	184 702 424 820	3 402 174 820	-2 900 980	0	-2 900 980	-0,1
		6 Transferts en capital	4 132 147 500	3 832 147 500	3 757 147 500	3 457 147 500	-375 000 000	-9,1	-375 000 000	-9,8
		<b>Total Prog. 2088</b>	<b>191 558 853 991</b>	<b>191 558 853 991</b>	<b>191 080 953 011</b>	<b>9 480 703 011</b>	<b>-477 900 980</b>	<b>-0,2</b>	<b>-477 900 980</b>	<b>-0,2</b>
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	163 877 900	163 877 900	163 877 900	163 877 900	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	153 748 304	153 748 304	153 748 304	153 748 304	0	0	0	0



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 650 000 000	1 650 000 000	50 000 000	3,1	50 000 000	3,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	157 530 159 772	33 250 127 487	156 361 929 383	32 436 897 098	-1 168 230 389	-0,7	-813 230 389	-2,4
		6 Transferts en capital	11 608 483 927	11 608 483 927	9 817 474 721	9 817 474 721	-1 791 009 206	-15,4	-1 791 009 206	-15,4
		<b>Total Prog. 2089</b>	<b>171 056 269 903</b>	<b>171 056 269 903</b>	<b>168 147 030 308</b>	<b>44 221 998 023</b>	<b>-2 909 239 595</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2 554 239 595</b>	<b>-1,5</b>
	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	201 530 000	201 530 000	201 530 000	201 530 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	120 095 000	120 095 000	120 095 000	120 095 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	155 303 119 050	40 365 359 644	155 236 735 098	40 298 975 370	-66 383 952	0	-66 384 274	-0,2
		6 Transferts en capital	12 023 540 507	12 023 540 507	10 968 673 507	10 968 673 507	-1 054 867 000	-8,8	-1 054 867 000	-8,8
		<b>Total Prog. 2090</b>	<b>167 648 284 557</b>	<b>167 648 284 557</b>	<b>166 527 033 605</b>	<b>51 589 273 877</b>	<b>-1 121 250 952</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1 121 251 274</b>	<b>-0,7</b>
	<b>Total Section 68</b>	<b>532 335 304 429</b>	<b>111 517 262 738</b>	<b>527 826 912 902</b>	<b>107 363 870 889</b>	<b>-4 508 391 527</b>	<b>-0,8</b>	<b>-4 153 391 849</b>	<b>-3,7</b>	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	316 585 500	316 585 500	239 585 500	239 585 500	-77 000 000	-24,3	-77 000 000	-24,3
		4 Transferts courants	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1570</b>	<b>391 585 500</b>	<b>391 585 500</b>	<b>314 585 500</b>	<b>314 585 500</b>	<b>-77 000 000</b>	<b>-19,7</b>	<b>-77 000 000</b>	<b>-19,7</b>
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	144 145 000	144 145 000	144 145 000	144 145 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	11 345 000	11 345 000	11 345 000	11 345 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 241 783 000	1 241 783 000	4 741 783 000	4 741 783 000	3 500 000 000	281,9	3 500 000 000	281,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 583 955 499	1 037 608 550	2 091 714 782	1 029 240 717	-492 240 717	-19,0	-8 367 833	-0,8
		<b>Total Prog. 2121</b>	<b>3 981 228 499</b>	<b>3 981 228 499</b>	<b>6 988 987 782</b>	<b>5 926 513 717</b>	<b>3 007 759 283</b>	<b>75,5</b>	<b>3 491 632 167</b>	<b>87,7</b>
	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	3 Acquisition de biens et services	62 000 000	62 000 000	52 000 000	52 000 000	-10 000 000	-16,1	-10 000 000	-16,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	850 000 000	850 000 000	849 969 044	849 969 044	-30 956	0	-30 956	0
<b>Total Prog. 2122</b>		<b>912 000 000</b>	<b>912 000 000</b>	<b>901 969 044</b>	<b>901 969 044</b>	<b>-10 030 956</b>	<b>-1,1</b>	<b>-10 030 956</b>	<b>-1,1</b>	
<b>Total Section 71</b>	<b>5 284 813 999</b>	<b>3 738 467 050</b>	<b>8 205 542 326</b>	<b>7 143 068 261</b>	<b>2 920 728 327</b>	<b>55,3</b>	<b>3 404 601 211</b>	<b>91,1</b>		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	434 620 405	434 620 405	434 620 405	434 620 405	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 391 408 187	3 391 408 187	3 791 408 187	3 791 408 187	400 000 000	11,8	400 000 000	11,8	
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0	
		<b>Total Prog. 1029</b>	<b>4 166 028 592</b>	<b>4 166 028 592</b>	<b>4 566 028 592</b>	<b>4 566 028 592</b>	<b>400 000 000</b>	<b>9,6</b>	<b>400 000 000</b>	<b>9,6</b>	
	2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	132 356 000	132 356 000	132 356 000	132 356 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	170 834 748	170 834 748	142 511 522	142 511 522	-28 323 226	-16,6	-28 323 226	-16,6	
		4 Transferts courants	82 603 942 094	82 353 942 094	88 674 017 616	88 424 017 616	6 070 075 522	7,3	6 070 075 522	7,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	163 992 164 063	9 901 149 770	161 771 497 861	7 673 588 707	-2 220 666 202	-1,4	-2 227 561 063	-22,5	
		6 Transferts en capital	9 048 768 050	9 048 768 050	16 671 363 687	16 671 363 687	7 622 595 637	84,2	7 622 595 637	84,2	
		<b>Total Prog. 2091</b>	<b>255 948 064 955</b>	<b>255 948 064 955</b>	<b>267 391 746 686</b>	<b>113 043 837 532</b>	<b>11 443 681 731</b>	<b>4,5</b>	<b>11 436 786 870</b>	<b>4,5</b>	
	2092 OEuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	39 242 000	39 242 000	39 242 000	39 242 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	133 999 989	133 999 989	133 999 989	133 999 989	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	93 748 337 000	93 748 337 000	120 589 659 989	120 589 659 989	26 841 322 989	28,6	26 841 322 989	28,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	68 017 683 505	10 804 563 128	68 748 799 209	11 535 678 832	731 115 704	1,1	731 115 704	6,8	
		6 Transferts en capital	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0	
		<b>Total Prog. 2092</b>	<b>161 939 262 494</b>	<b>161 939 262 494</b>	<b>190 511 701 187</b>	<b>133 298 580 810</b>	<b>28 572 438 693</b>	<b>17,6</b>	<b>28 572 438 693</b>	<b>17,6</b>	
	<b>Total Section 75</b>	<b>422 053 356 041</b>	<b>210 499 221 371</b>	<b>462 469 476 465</b>	<b>250 908 446 934</b>	<b>40 416 120 424</b>	<b>9,6</b>	<b>40 409 225 563</b>	<b>19,2</b>		
	83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	296 095 931	296 095 931	296 095 931	296 095 931	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	167 083 347	167 083 347	253 467 952	253 467 952	86 384 605	51,7	86 384 605	51,7
4 Transferts courants			1 118 000 000	1 118 000 000	1 193 000 000	1 193 000 000	75 000 000	6,7	75 000 000	6,7	
5 Investissements exécutés par l'Etat			446 850 000	446 850 000	646 850 000	646 850 000	200 000 000	44,8	200 000 000	44,8	
<b>Total Prog. 1566</b>			<b>2 028 029 278</b>	<b>2 028 029 278</b>	<b>2 389 413 883</b>	<b>2 389 413 883</b>	<b>361 384 605</b>	<b>17,8</b>	<b>361 384 605</b>	<b>17,8</b>	



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	124 471 000	124 471 000	124 471 000	124 471 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	125 045 084	125 045 084	142 722 329	142 722 329	17 677 245	14,1	17 677 245	14,1
		4 Transferts courants	720 000 000	720 000 000	795 000 000	795 000 000	75 000 000	10,4	75 000 000	10,4
		<b>Total Prog. 2115</b>	<b>969 516 084</b>	<b>969 516 084</b>	<b>1 062 193 329</b>	<b>1 062 193 329</b>	<b>92 677 245</b>	<b>9,6</b>	<b>92 677 245</b>	<b>9,6</b>
	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	28 935 000	28 935 000	28 935 000	28 935 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	45 139 919	45 139 919	13 979 880	44,9	13 979 880	44,9
		4 Transferts courants	506 630 000	506 630 000	506 630 000	506 630 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	435 481 000	435 481 000	435 121 272	435 121 272	-359 728	-0,1	-359 728	-0,1
	<b>Total Prog. 2116</b>	<b>1 002 206 039</b>	<b>1 002 206 039</b>	<b>1 015 026 191</b>	<b>1 015 026 191</b>	<b>13 620 152</b>	<b>1,4</b>	<b>13 620 152</b>	<b>1,4</b>	
	<b>Total Section 83</b>		<b>3 999 751 401</b>	<b>3 999 751 401</b>	<b>4 467 433 403</b>	<b>4 467 433 403</b>	<b>467 682 002</b>	<b>11,7</b>	<b>467 682 002</b>	<b>11,7</b>
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	484 816 922	484 816 922	484 816 922	484 816 922	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	282 609 732	282 609 732	352 609 732	352 609 732	70 000 000	24,8	70 000 000	24,8
		4 Transferts courants	415 000 000	415 000 000	495 000 000	495 000 000	80 000 000	19,3	80 000 000	19,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0
		<b>Total Prog. 1035</b>	<b>1 307 426 654</b>	<b>1 307 426 654</b>	<b>1 457 426 654</b>	<b>1 457 426 654</b>	<b>150 000 000</b>	<b>11,5</b>	<b>150 000 000</b>	<b>11,5</b>
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	287 400 000	287 400 000	287 400 000	287 400 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	123 793 711	123 793 711	123 793 711	123 793 711	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	20 530 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	18 428 571 429	18 428 571 429	19 041 904 762	19 041 904 762	613 333 333	3,3	613 333 333	3,3
		<b>Total Prog. 2105</b>	<b>39 369 765 140</b>	<b>39 369 765 140</b>	<b>39 983 098 473</b>	<b>39 983 098 473</b>	<b>613 333 333</b>	<b>1,6</b>	<b>613 333 333</b>	<b>1,6</b>
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	22 217 000	22 217 000	22 217 000	22 217 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 047 522	17 047 522	17 047 522	17 047 522	0	0	0	0





## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en 1re LFR 2021		Projet LFR 2021 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	2108 EQUITE SOCIALE	4 Transferts courants	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 134 000 000	12 134 000 000	17 134 000 000	12 134 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	32 100 000 000	32 100 000 000	37 100 000 000	37 100 000 000	5 000 000 000	15,6	5 000 000 000	15,6
		<b>Total Prog. 2108</b>	<b>69 273 264 522</b>	<b>69 273 264 522</b>	<b>74 273 264 522</b>	<b>69 273 264 522</b>	<b>5 000 000 000</b>	<b>7,2</b>	<b>5 000 000 000</b>	<b>7,2</b>
<b>Total Section 84</b>			<b>109 950 456 316</b>	<b>104 950 456 316</b>	<b>115 713 789 649</b>	<b>110 713 789 649</b>	<b>5 763 333 333</b>	<b>5,2</b>	<b>5 763 333 333</b>	<b>5,5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>9 896 777 892 191</b>	<b>3 987 450 000 000</b>	<b>10 130 013 808 582</b>	<b>4 211 800 000 000</b>	<b>233 235 916 391</b>	<b>2,4</b>	<b>224 350 000 000</b>	<b>5,6</b>

## ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

<b>En milliards de FCFA</b>	<b>LF2 2021</b>	<b>% PIB</b>
<b>Ressources</b>	<b>3108,9</b>	
Recettes ordinaires hors dons	<b>2872,9</b>	
recettes fiscales		2691,4
recettes non fiscales		121,5
Recettes exceptionnelles		60,00
<b>Dons budgétaires</b>	<b>13,0</b>	
<b>Ressources externes</b>	<b>223,0</b>	
Tirages sur subventions		223,0
<b>Charges</b>	<b>4075,9</b>	
Dettes publiques (intérêt + commissions)	309,0	
Intérêts et commission dette extérieure		
Intérêts et commission dette intérieure		
Dépenses de personnel	896,0	
Autres dépenses courantes	1279,8	
Dépenses en capital sur ressources internes	817,1	
Dépenses en capital sur ressources externes	774,0	
Prêts rétrocédés		
<b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-967,0</b>	<b>-6,3%</b>
<b>PIB 2021</b>		<b>15280,9</b>

## ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Montant en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	LFR 1 2021			Projet LFR 2 2021		
	Principal	I & C	TOTAL	Principal	I & C	TOTAL
<b>MULTILATERAUX</b>	<b>126,65</b>	<b>46,35</b>	<b>173,00</b>	<b>126,65</b>	<b>46,35</b>	<b>173,00</b>
IDA/BIRD	23,64	17,08	40,71	23,64	17,08	40,71
BEI/FED	5,99	1,86	7,85	5,99	1,86	7,85
BAD/FAD	13,14	5,15	18,29	13,14	5,15	18,29
OPEP/BADEA/BID	40,00	7,93	47,93	40,00	7,93	47,93
AUTRES	43,88	14,34	58,22	43,88	14,34	58,22
<b>BILATERAUX</b>	<b>100,26</b>	<b>41,18</b>	<b>141,44</b>	<b>100,26</b>	<b>40,04</b>	<b>140,30</b>
PAYS DE L'OCDE	20,41	1,51	21,92	20,41	1,51	21,92
PAYS ARABES	7,79	2,67	10,46	7,79	2,67	10,46
AUTRES	72,06	37,00	109,06	72,06	35,86	107,92
<b>CREDITS A L'EXPORTATION</b>	<b>35,06</b>	<b>7,64</b>	<b>42,70</b>	<b>35,06</b>	<b>7,64</b>	<b>42,70</b>
<b>COMMERCIALE</b>	<b>104,82</b>	<b>125,01</b>	<b>229,83</b>	<b>104,82</b>	<b>125,01</b>	<b>229,83</b>
EUROBOND	88,42	119,54	207,96	88,42	119,54	207,96
CREDIT SUISSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AFREXIMBANK	16,40	4,22	20,61	16,40	4,22	20,61
SCBANK	0,00	1,26	1,26	0,00	1,26	1,26
<b>INTERETS SUR TIRAGES FUTURES</b>	<b>0,00</b>	<b>9,60</b>	<b>9,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL HORS PPT/EIADM</b>	<b>366,79</b>	<b>229,78</b>	<b>596,57</b>	<b>366,79</b>	<b>219,04</b>	<b>585,83</b>
Rachat DTS FMI	0,00	2,44	2,44	0,00	2,44	2,44
Autres Emprunts LT	19,30	1,03	20,33	19,30	1,03	20,33
Obligations du Trésor par Adjudication	47,70	71,72	119,42	47,70	71,72	119,42
Bons du Trésor par Adjudication	55,00	0,00	55,00	55,00	0,00	55,00
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	8,80	33,80	25,00	8,80	33,80
Obligations par Appel Public à L'Epargne	43,30	5,99	49,29	43,30	5,99	49,29
Intérêts et commission sur émissions futures	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>190,30</b>	<b>91,96</b>	<b>282,27</b>	<b>190,30</b>	<b>89,96</b>	<b>280,27</b>
<b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>557,10</b>	<b>321,74</b>	<b>878,84</b>	<b>557,10</b>	<b>309,00</b>	<b>866,10</b>

## ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

### DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

**TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)**

Budget Général		Ressources internes et ressources externes												
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense													
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total			
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
10 Dette Publique	309 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000	309 000 000 000
21 Présidence de la République	0	9 681 340 560	6 717 067 473	6 717 067 473	46 705 233 985	46 705 233 985	1 650 000 000	0	27 472 064 092	11 553 493 376	92 225 706 110	74 657 135 394		
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	16 269 315 137	16 269 315 137	0	0	8 315 171 359	2 946 447 518	24 584 486 496	19 215 762 655		
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	43 206 000	0	0	7 141 040 284	7 141 040 284	0	0	0	0	7 141 040 284	7 141 040 284		
25 Conseil Constitutionnel	0	540 122 400	0	0	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0	1 290 122 400	1 290 122 400		
27 Cour Suprême	0	1 014 240 000	0	0	1 050 000 000	1 050 000 000	0	0	0	0	2 064 240 000	2 064 240 000		
28 Cour des Comptes	0	1 560 614 920	0	0	4 163 453 695	4 163 453 695	0	0	3 586 029 962	1 899 157 543	9 310 098 577	7 623 226 158		
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	14 546 000	0	0	6 100 000 000	6 100 000 000	0	0	12 980 000 000	3 300 000 000	19 094 546 000	9 414 546 000		
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	0	4 534 606 980	4 216 621 696	4 216 621 696	7 377 806 496	7 377 806 496	7 740 015 362	7 590 015 362	5 804 000 000	5 804 000 000	29 673 050 534	29 523 050 534		
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	0	25 849 714 876	31 651 652 183	31 651 652 183	5 314 544 950	5 314 544 950	24 962 822 877	2 909 492 696	5 678 594 182	2 528 594 182	93 457 329 068	68 253 998 887		
32 Ministère des Forces Armées	0	127 111 561 443	58 161 914 121	58 161 914 121	4 290 900 000	4 290 900 000	65 811 393 817	26 606 562 008	105 254 650 099	51 691 444 952	360 630 419 480	267 862 382 524		
33 Ministère de l'Intérieur	0	68 901 748 139	19 365 706 590	19 365 706 590	23 884 952 182	23 884 952 182	132 686 915 683	10 565 840 041	88 191 331 418	14 617 953 971	333 030 654 012	137 336 200 923		
34 Ministère de la Justice	0	27 067 445 973	9 687 970 998	9 687 970 998	7 141 000 000	7 141 000 000	22 924 363 612	7 724 778 204	25 100 000 000	25 100 000 000	91 920 780 583	76 721 195 175		
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	0	1 734 305 643	1 546 515 182	1 546 515 182	500 000 000	500 000 000	1 282 393 784	1 282 393 784	0	0	5 063 214 609	5 063 214 609		
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institution	0	1 401 269 207	1 688 831 121	1 688 831 121	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	4 990 100 328	4 990 100 328		
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	1 762 348 792	507 557 768	507 557 768	8 503 369 612	8 503 369 612	99 377 110 023	23 833 346 126	81 059 415 511	7 587 947 761	191 209 801 706	42 194 570 059		
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclaver	0	1 175 132 908	988 447 255	988 447 255	16 240 000 000	16 240 000 000	2 029 929 423 693	152 393 482 325	138 409 582 055	88 027 371 797	2 186 742 585 911	258 824 434 285		
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	0	2 241 361 880	1 322 196 474	1 322 196 474	66 035 814 278	66 035 814 278	640 564 804 777	74 424 907 048	11 644 822 648	11 644 822 648	721 809 000 057	155 669 102 328		



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
			AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
43 Ministère des Finances et du Budget	0	25 111 268 466	13 527 640 028	13 327 640 028	69 463 969 965	69 463 969 965	63 711 167 708	17 632 792 441	147 786 065 894	147 786 065 894	319 600 112 061	273 321 736 794
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	502 887 883	398 868 027	398 868 027	97 128 434 343	97 128 434 343	843 855 680 769	65 833 544 511	7 853 760 000	7 853 760 000	949 739 631 022	171 717 494 764
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	0	2 040 057 309	845 075 155	845 075 155	5 662 943 130	5 662 943 130	35 677 829 767	4 524 416 075	4 692 500 000	3 442 500 000	48 918 405 361	16 514 991 669
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	0	1 354 145 322	2 073 372 288	2 073 372 288	36 285 000 000	36 285 000 000	16 663 001 326	14 649 219 955	32 272 142 884	17 850 000 000	88 647 661 820	72 211 737 565
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne indu	0	394 584 285	441 664 440	441 664 440	4 303 380 000	4 303 380 000	106 509 117 011	5 509 117 011	1 450 000 000	1 450 000 000	113 098 745 736	12 098 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	0	670 397 149	345 590 694	345 590 694	5 733 807 666	5 733 807 666	124 423 762 499	6 487 920 339	16 174 000 000	16 174 000 000	147 347 558 008	29 411 715 848
50 Ministère de l'Education Nationale	0	458 158 859 456	58 999 515 189	58 999 515 189	18 500 875 000	18 500 875 000	80 402 155 476	23 394 318 743	302 000 000	302 000 000	616 363 405 121	559 355 568 388
52 Ministère des Sports	0	988 933 195	10 998 982 402	10 998 982 402	1 825 521 500	1 825 521 500	60 860 897 155	23 012 742 917	0	0	74 074 334 312	37 426 180 074
53 Ministère de la Culture et de la Communication	0	1 120 626 606	1 775 950 723	1 775 950 723	17 025 839 995	17 025 839 995	23 462 284 323	2 969 969 196	4 850 000 000	2 650 000 000	48 234 701 647	25 542 386 520
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	46 334 788 006	17 053 075 171	17 053 075 171	45 180 211 000	45 180 211 000	728 502 169 250	137 822 787 795	20 233 465 788	20 233 465 788	857 303 709 215	266 624 327 760
55 Ministère de la Jeunesse	0	1 061 392 467	1 308 356 558	1 308 356 558	2 950 000 000	2 950 000 000	48 274 535 266	5 596 968 611	45 826 047 155	6 048 320 802	99 420 331 446	16 965 038 438
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	7 428 044 440	4 083 163 719	4 083 163 719	5 887 620 000	5 887 620 000	32 332 214 402	13 045 656 518	1 281 725 000	1 281 725 000	51 012 767 561	31 726 209 677
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	0	1 335 338 520	983 827 232	983 827 232	3 951 250 881	3 951 250 881	86 760 515 117	18 964 105 877	900 000 000	900 000 000	93 930 931 750	26 134 522 510
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle ,de l'Apprentis	0	24 207 848 671	7 267 934 132	7 267 934 132	5 476 827 600	5 476 827 600	25 015 531 367	15 442 268 475	12 804 612 000	12 804 612 000	74 772 753 770	65 199 490 878
60 Charges non Réparties	0	42 239 840 912	113 279 139 595	113 279 139 595	68 888 402 010	68 888 402 010	38 829 147 806	38 829 147 806	53 181 678 411	48 681 678 411	316 418 208 734	311 918 208 734
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 051 541 110	2 198 532 076	2 198 532 076	7 727 128 685	7 727 128 685	52 797 978 472	13 351 702 740	35 250 000 000	13 250 000 000	99 025 180 343	37 578 904 611
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 515 347 647	977 420 146	977 420 146	529 142 000	529 142 000	106 894 141 916	18 131 116 712	3 696 740 170	3 696 740 170	114 612 791 879	25 849 766 675
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	0	572 442 957	246 726 673	246 726 673	5 740 000 000	5 740 000 000	132 811 676 345	11 324 537 625	5 120 279 803	5 120 279 803	144 491 125 778	23 003 987 058



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
			AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	0	325 591 468	732 553 090	732 553 090	0	0	19 465 141 326	19 465 141 326	1 863 000 000	1 863 000 000	22 386 285 884	22 386 285 884
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement	0	1 166 392 056	658 904 602	658 904 602	32 615 000 000	32 615 000 000	45 976 957 734	28 168 657 738	31 684 375 842	30 769 608 342	112 101 630 234	93 378 562 738
68 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0	791 807 096	479 288 777	479 288 777	5 711 432 000	5 711 432 000	496 301 089 301	76 138 047 288	24 543 295 728	24 243 295 728	527 826 912 902	107 363 870 889
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	0	144 145 000	302 930 500	302 930 500	4 816 783 000	4 816 783 000	2 941 683 826	1 879 209 761	0	0	8 205 542 326	7 143 068 261
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	606 218 405	4 067 919 698	4 067 919 698	209 603 677 605	209 353 677 605	230 520 297 070	19 209 267 539	17 671 363 687	17 671 363 687	462 469 476 465	250 908 446 934
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	449 501 931	441 330 200	441 330 200	2 494 630 000	2 494 630 000	1 081 971 272	1 081 971 272	0	0	4 467 433 403	4 467 433 403
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	0	794 433 922	493 450 965	493 450 965	20 495 000 000	20 495 000 000	37 789 000 000	32 789 000 000	56 141 904 762	56 141 904 762	115 713 789 649	110 713 789 649
<b>Totaux</b>	<b>309 000 000 000</b>	<b>896 000 000 000</b>	<b>379 835 693 001</b>	<b>379 635 693 001</b>	<b>900 364 306 999</b>	<b>900 114 306 999</b>	<b>6 469 789 190 132</b>	<b>924 184 445 865</b>	<b>1 039 074 618 450</b>	<b>666 915 554 135</b>	<b>9 994 063 808 582</b>	<b>4 075 850 000 000</b>

## ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST



### DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

**TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)**

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	309 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000
	CP	309 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	309 000 000 000
21 Présidence de la République	AE	54 658 229 016	720 000 000	0	34 887 478 810	0	300 000 000	0	1 500 000 000	0	159 998 284	0	92 225 706 110
	CP	54 658 229 016	720 000 000	0	17 318 908 094	0	300 000 000	0	1 500 000 000	0	159 998 284	0	74 657 135 394
22 Assemblée Nationale	CP	19 215 762 655	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 215 762 655
	AE	24 584 486 496	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 584 486 496
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
	AE	7 184 246 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 184 246 284
25 Conseil Constitutionnel	CP	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
	AE	0	0	1 290 122 400	0	0	0	0	0	0	0	0	1 290 122 400
27 Cour Suprême	CP	0	0	2 064 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000
	AE	0	0	2 064 240 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 064 240 000
28 Cour des Comptes	AE	0	0	9 310 098 577	0	0	0	0	0	0	0	0	9 310 098 577
	CP	0	0	7 623 226 158	0	0	0	0	0	0	0	0	7 623 226 158
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP	9 414 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 414 546 000
	AE	19 094 546 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 094 546 000
30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	AE	16 574 749 604	0	0	2 224 700 000	0	0	4 902 872 013	0	2 148 835 000	3 821 893 917	0	29 673 050 534
	CP	16 574 749 604	0	0	2 074 700 000	0	0	4 902 872 013	0	2 148 835 000	3 821 893 917	0	29 523 050 534

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	CP	66 296 407 019	0	279 384 117	0	0	0	0	1 077 568 000	0	535 789 756	64 850 000	68 253 998 887
	AE	91 499 737 196	0	279 384 117	0	0	0	0	1 077 568 000	0	535 789 756	64 850 000	93 457 329 068
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 350 000 000	252 611 874 473	3 737 798 370	0	0	1 055 000 000	7 409 224 734	0	878 606 525	819 878 422	0	267 862 382 524
	AE	4 350 000 000	318 979 911 429	24 737 798 370	0	0	1 055 000 000	9 809 224 734	0	878 606 525	819 878 422	0	360 630 419 480
33 Ministère de l'Intérieur	CP	17 418 806 353	292 000 000	119 518 642 866	0	0	0	20 536 704	0	0	86 215 000	0	137 336 200 923
	AE	38 456 806 353	292 000 000	294 175 095 955	0	0	0	20 536 704	0	0	86 215 000	0	333 030 654 012
34 Ministère de la Justice	CP	0	0	72 079 214 225	43 149 823	0	0	144 783 689	0	1 422 312 540	3 027 634 896	4 100 000	76 721 195 175
	AE	0	0	87 278 799 633	43 149 823	0	0	144 783 689	0	1 422 312 540	3 027 634 896	4 100 000	91 920 780 583
35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	CP	5 033 251 064	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 063 214 609
	AE	5 033 251 064	0	0	0	0	0	0	0	0	29 963 545	0	5 063 214 609
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	CP	0	0	100 000 000	4 523 044 836	0	0	0	0	0	367 055 492	0	4 990 100 328
	AE	0	0	100 000 000	4 523 044 836	0	0	0	0	0	367 055 492	0	4 990 100 328
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	AE	0	0	27 759 531 788	163 364 753 237	0	0	0	0	81 216 681	4 300 000	0	191 209 801 706
	CP	0	0	4 312 830 778	37 796 222 600	0	0	0	0	81 216 681	4 300 000	0	42 194 570 059
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	AE	0	0	0	2 185 539 587 233	1 000 000 000	0	0	0	190 000 000	12 998 678	0	2 186 742 585 911
	CP	0	0	0	257 621 435 607	1 000 000 000	0	0	0	190 000 000	12 998 678	0	258 824 434 285
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	CP	0	0	0	155 260 823 231	0	0	0	0	397 934 097	10 345 000	0	155 669 102 328
	AE	0	0	0	721 400 720 960	0	0	0	0	397 934 097	10 345 000	0	721 809 000 057





## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTURE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	276 961 319 118	0	2 395 000 000	37 582 271 833	0	1 000 000 000	0	0	1 301 014 323	350 506 787	0	319 600 112 061
	CP	250 659 658 391	0	0	20 010 557 293	0	1 000 000 000	0	0	1 301 014 323	350 506 787	0	273 321 736 794
44 Ministère du Pétrole et des Energies	AE	0	0	0	949 730 181 108	0	0	0	0	0	9 449 914	0	949 739 631 022
	CP	0	0	0	171 708 044 850	0	0	0	0	0	9 449 914	0	171 717 494 764
45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	AE	0	0	0	22 941 795 509	0	25 968 909 852	0	0	0	7 700 000	0	48 918 405 361
	CP	0	0	0	15 538 381 817	0	968 909 852	0	0	0	7 700 000	0	16 514 991 669
46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique	AE	6 249 189 465	0	16 551 797 899	50 000 000	31 139 140 443	33 510 739 567	0	872 050 748	0	274 743 698	0	88 647 661 820
	CP	6 249 189 465	0	2 129 655 019	50 000 000	30 510 959 072	32 125 139 567	0	872 050 748	0	274 743 698	0	72 211 737 569
47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	AE	0	0	0	112 513 655 612	0	0	50 000 000	0	525 091 071	9 999 053	0	113 098 745 736
	CP	0	0	0	11 513 655 612	0	0	50 000 000	0	525 091 071	9 999 053	0	12 098 745 736
49 Ministère du Tourisme et des transports aériens	CP	0	0	0	28 921 533 972	371 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	29 411 715 848
	AE	0	0	0	146 857 376 132	371 000 000	0	0	0	114 681 876	4 500 000	0	147 347 558 008
50 Ministère de l'Éducation Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	361 623 121	43 630 912	615 953 151 088	5 000 000	0	616 363 405 121
	CP	0	0	0	0	0	0	361 623 121	43 630 912	558 945 314 359	5 000 000	0	559 355 568 388
52 Ministère des Sports	CP	0	0	0	290 000 000	0	0	0	37 031 745 251	81 310 222	23 124 601	0	37 426 180 074
	AE	0	0	0	3 890 000 000	0	0	0	70 679 899 489	81 310 222	23 124 601	0	74 674 334 312
53 Ministère de la Culture et de la Communication	AE	0	0	0	0	0	0	0	47 804 722 554	416 412 212	13 566 881	0	48 234 701 647
	CP	0	0	0	0	0	0	0	25 112 407 427	416 412 212	13 566 881	0	25 542 386 520



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRIciel CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	262 318 171 600	0	1 675 527 829	2 530 628 331	0	266 624 327 760
	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	851 759 050 525	0	1 675 527 829	3 789 130 861	0	857 303 709 215
55 Ministère de la Jeunesse	CP	181 927 660	0	0	9 943 963 516	0	0	575 390 840	6 232 073 582	0	31 682 840	0	16 965 038 438
	AE	1 277 035 668	0	0	88 447 912 295	0	0	1 675 390 840	7 988 309 803	0	31 682 840	0	99 420 331 446
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable	CP	0	0	0	12 728 821 171	18 948 168 506	0	0	0	49 220 000	0	0	31 726 209 677
	AE	0	0	0	12 728 821 171	38 234 726 390	0	0	0	49 220 000	0	0	51 012 767 561
58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	5 646 855 589	88 141 528 305	142 547 856	93 930 931 750
	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 646 855 589	23 345 119 065	142 547 856	26 134 522 510
59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	CP	0	0	0	28 094 722 973	0	0	0	0	37 075 099 267	29 668 638	0	65 199 490 878
	AE	0	0	0	33 161 848 817	0	0	0	0	41 581 236 315	29 668 638	0	74 772 753 770
60 Charges non Réparties	AE	236 357 108 734	0	0	45 107 100 000	0	934 000 000	0	1 020 000 000	0	33 000 000 000	0	316 418 208 734
	CP	236 357 108 734	0	0	40 607 100 000	0	934 000 000	0	1 020 000 000	0	33 000 000 000	0	311 918 208 734
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	18 089 156 467	0	0	18 139 748 144	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	37 578 904 611
	AE	41 335 432 199	0	0	56 339 748 144	0	0	0	1 350 000 000	0	0	0	99 025 180 343
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	AE	770 995 321	0	0	113 751 920 365	0	0	0	0	34 483 793	55 392 400	0	114 612 791 879
	CP	770 995 321	0	0	24 988 895 161	0	0	0	0	34 483 793	55 392 400	0	25 849 766 679
63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	AE	0	0	0	144 246 912 096	0	0	0	61 190 000	0	183 023 682	0	144 491 125 778
	CP	0	0	0	22 759 773 376	0	0	0	61 190 000	0	183 023 682	0	23 003 987 058



## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	CP	13 576 000	0	0	21 874 427 899	0	0	0	0	0	498 281 985	0	22 386 285 884
	AE	13 576 000	0	0	21 874 427 899	0	0	0	0	0	498 281 985	0	22 386 285 884
65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	CP	59 016 194 271	0	0	12 814 895 198	21 439 267 713	0	0	0	0	108 205 556	0	93 378 562 738
	AE	59 931 461 767	0	0	30 622 695 198	21 439 267 713	0	0	0	0	108 205 556	0	112 101 630 234
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	225 093 920	0	0	5 795 289 936	55 016 105 079	46 167 433 263	0	0	0	159 948 691	0	107 363 870 889
	AE	225 093 920	0	0	5 795 289 936	257 679 150 635	263 967 429 720	0	0	0	159 948 691	0	527 826 912 902
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	AE	206 450 000	0	0	7 005 445 282	0	0	0	0	138 278 000	855 369 044	0	8 205 542 326
	CP	206 450 000	0	0	5 942 971 217	0	0	0	0	138 278 000	855 369 044	0	7 143 068 261
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	340 000 000	0	0	5 207 813	2 731 115 704	0	0	0	459 272 196 200	120 956 748	0	462 469 476 465
	CP	340 000 000	0	0	5 207 813	603 489 327	0	0	0	249 838 793 046	120 956 748	0	250 908 446 934
83 Ministère des Mines et de la Géologie	CP	0	0	0	4 457 933 403	0	0	0	0	0	9 500 000	0	4 467 433 403
	AE	0	0	0	4 457 933 403	0	0	0	0	0	9 500 000	0	4 467 433 403
84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale	AE	0	0	0	36 213 215 206	0	0	0	0	0	79 500 574 443	0	115 713 789 649
	CP	0	0	0	31 213 215 206	0	0	0	0	0	79 500 574 443	0	110 713 789 649
TOTAUX :	AE	1 194 203 714 209	319 991 911 429	465 941 868 739	4 985 317 192 718	352 594 400 885	326 736 079 139	868 723 481 626	132 397 371 506	1 131 908 363 361	216 037 927 116	211 497 856	9 994 063 808 582
	CP	1 078 355 348 220	253 623 874 473	213 135 113 929	962 037 422 748	127 888 989 697	82 550 482 682	275 782 602 701	74 300 665 920	857 960 986 426	150 003 015 348	211 497 856	4 075 850 000 000

## ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

### DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

**TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)**

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification fonctionnelle Division	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	309 000 000 000	114 414 404 643	176 296 495 539	176 096 495 539	244 659 649 799	244 659 649 799	115 659 766 968	51 624 892 324	234 173 397 256	182 559 905 915	1 194 203 714 205	1 078 355 348 220
02 DEFENSE	0	127 106 272 443	56 712 928 370	56 712 928 370	1 505 466 700	1 505 466 700	36 524 593 817	23 719 762 008	98 142 650 099	44 579 444 952	319 991 911 429	253 623 874 473
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	93 488 426 432	22 307 580 729	22 307 580 729	28 381 803 695	28 381 803 695	170 206 544 082	20 028 883 032	151 557 513 801	48 928 420 041	465 941 868 739	213 135 113 929
04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	24 000 047 012	13 226 071 471	13 226 071 471	254 854 083 924	254 854 083 924	4 309 333 634 266	447 907 138 363	383 903 356 045	222 050 081 978	4 985 317 192 718	962 037 422 748
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	3 595 650 136	3 395 723 430	3 395 723 430	20 838 620 000	20 838 620 000	286 172 266 378	61 466 855 190	38 592 140 941	38 592 140 941	352 594 400 885	127 888 989 697
06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	1 601 446 178	1 388 040 037	1 388 040 037	21 471 432 000	21 471 432 000	278 184 013 424	34 298 416 967	24 091 147 500	23 791 147 500	326 736 079 139	82 550 482 682
07 SANTE	0	45 205 025 786	16 276 116 210	16 276 116 210	46 437 916 000	46 437 916 000	734 835 957 842	141 895 078 917	25 968 465 788	25 968 465 788	868 723 481 626	275 782 602 701
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTE	0	2 952 379 388	14 907 102 179	14 907 102 179	21 214 254 995	21 214 254 995	84 153 634 944	28 256 929 358	9 170 000 000	6 970 000 000	132 397 371 506	74 300 665 920
09 ENSEIGNEMENT	0	478 895 572 421	70 973 118 728	70 973 118 728	236 196 325 505	235 946 325 505	317 519 983 020	43 822 606 085	28 323 363 687	28 323 363 687	1 131 908 363 361	857 960 986 426
10 PROTECTION SOCIALE	0	4 740 775 561	4 283 566 308	4 283 566 308	24 804 754 381	24 804 754 381	137 056 247 535	71 021 335 765	45 152 583 333	45 152 583 333	216 037 927 118	150 003 015 348
Crédits dont la Classe n'est pas identifiée	0	0	68 950 000	68 950 000	0	0	142 547 856	142 547 856	0	0	211 497 856	211 497 856
<b>Totaux</b>	<b>309 000 000 000</b>	<b>896 000 000 000</b>	<b>379 835 693 001</b>	<b>379 635 693 001</b>	<b>900 364 306 999</b>	<b>900 114 306 999</b>	<b>6 469 789 190 132</b>	<b>924 184 445 865</b>	<b>1 039 074 618 450</b>	<b>666 915 554 135</b>	<b>9 994 063 808 582</b>	<b>4 075 850 000 000</b>